

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1896

N°

172

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 27 février 1896, à 1 heure

PAR HENRI LEMESLE

Né à Loches le 28 juin 1871

Avocat à la Cour de Paris

Membre de la Société d'Hypnologie et de Psychologie

Ancien Interne de l'Hôtel-Dieu d'Angers

Ancien aide d'anatomie de l'Ecole de Médecine d'Angers

Lauréat de la même école

Ancien Externe des Hôpitaux de Paris et de la Salpêtrière

Chargé de mission scientifique en Italie

LES IRRESPONSABLES DEVANT LA LOI

« Melius adhuc est judici cognoscere
« corpus et animum humanum quam
« cognoscere Corpus juris ».

« Benedikt ».

Président : M. BROUARDEL, professeur.

*Juges : MM. { JACCOUD, professeur.
MARFAN, WURTZ, agrégés.*

*Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties
de l'enseignement médical.*

PARIS

HENRI JOUVE

IMPRIMEUR DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, Rue Racine, 15

1896



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41556007_0043

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1896

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 27 février 1896, à 1 heure

PAR HENRI LEMESLE

Né à Loches le 28 juin 1871

Avocat à la Cour de Paris

Membre de la Société d'Hypnologie et de Psychologie

Ancien Interne de l'Hôtel-Dieu d'Angers

Ancien aide d'anatomie de l'Ecole de Médecine d'Angers

Lauréat de la même école

Ancien Externe des Hôpitaux de Paris et de la Salpêtrière

Chargé de mission scientifique en Italie

LES IRRESPONSABLES DEVANT LA LOI

« Melius adhuc est iudici cognoscere

« corpus et animum humanum quam

« cognoscere Corpus juris ».

« Benedikt ».

Président : M. BROUARDEL, professeur.

Juges : MM. } JACCOUD, professeur.
} MARFAN, WURTZ, agrégés

Le Candidat répondra aux questions qui lui seront faites sur les diverses parties de l'enseignement médical.

PARIS

HENRI JOUVE

IMPRIMEUR DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

15, Rue Racine, 15

—
1896

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen.	M. BROUARDEL
Professeurs	MM.
Anatomie	FARABEUF.
Physiologie	CH. RICHET.
Physique médicale	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale	N.
Pathologie et thérapeutique générales	BOUCHARD.
Pathologie médicale	DIEULAFOY.
Pathologie chirurgicale	DEBOVE.
Anatomie pathologique	LANNELONGUE.
Histologie	CORNIL.
Opérations et appareils	MATHIAS DUVAL.
Pharmacologie	TERRIER.
Thérapeutique et matière médicale	POUCHET.
Hygiène	LANDOUZY
Médecine légale	PROUST.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	BROUARDEL.
Pathologie comparée et expérimentale	LABOULBENE
	STRAUS.
	G. SEE.
Clinique médicale	POTAIN.
	JACCOUD.
	HAYEM.
	GRANCHER.
Maladie des enfants	JOFFROY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale	FOURNIER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	RAYMOND.
Clinique des maladies du système nerveux	TILLAUX.
Clinique chirurgicale	BERGER.
	DUPLAY.
	LE DENTU.
Clinique des maladies des voies urinaires	GUYON.
Clinique ophthalmologique	PANAS.
Clinique d'accouchements	TARNIER.
	PINARD.
Professeurs honoraires.	
MM. SAPPEY, PAJOT.	
Agrégés en exercice.	

MM.			
ACHARD	GAUCHER	MARIE	SEBILEAU
ALBARRAN	GILBERT	MÉNÉCIER	THIERRY
ANDRE	GILLES DE LA	NELATON	THOINOT
BAR	TOURETTE	NETTER.	TUFFIER
BONNAIRE	GLEY	POIRIER, chef des	VARNIER
BROCA	HARTMANN	travaux anatomi-	WAETHER
CHANTEMESSE	HEIM	ques.	WEISS
CHARRIN	LEJARS	REITTERER	WIDAL
CHASSEVANT	LETULLE	RICARD	WURTZ
DELBET	MARFAN	ROGER	

Secrétaire de la Faculté: M. Ch. PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MES CHERS PARENTS

A MES AMIS

A MES MAÎTRES DE L'ÉCOLE
DE MÉDECINE D'ANGERS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR BROUARDEL

Doyen de la Faculté de Médecine
Membre de l'Institut
Commandeur de la Légion d'honneur, etc.

AVANT-PROPOS

Alors que nous terminions notre internat à l'Hôtel-Dieu d'Angers, M. le préfet de Maine-et-Loire voulut bien nous prier d'assurer le service médical de la Maison Centrale de Fontevrault. Les quelques mois que nous avons passés en contact de chaque jour avec les détenus, ont rendu plus forte en nous cette opinion, que la population des prisons renferme des irresponsables, et nous avons conçu le plan du travail que nous présentons aujourd'hui. M. *Vincensini*, directeur de la prison de Fontevrault, nous a prêté un appui précieux et il nous a témoigné une sympathie dont nous le remercions.

A nos maîtres de l'école d'Angers : M. *Legludic*, directeur ; MM. *Dezanneau*, *Douet*, *Feillé*, *Bahuaud*, *Tesson*, *Mâreau*, *Jagot* professeurs, nous sommes heureux de dire notre reconnaissance.

MM. *Monprofit* et *Thibault*, dans leurs services de l'Hôtel-Dieu, nous ont initié aux difficultés des diagnostics chirurgical et médical ; en mainte occasion nous avons apprécié leur bienveillance : nous leur exprimons notre gratitude.

Nous nous souviendrons de l'intérêt que M. le D^r *Guignard*, notre ancien chef de service à la Maternité, a bien voulu nous porter pendant nos études et nous continuer depuis. M. le D^r *Petrucchi*, directeur de l'asile d'aliénés de Saint-Gemmes-sur-Loire, a été pour nous un guide dont la compétence et les encouragements ne nous ont pas fait défaut : nous ne l'oublierons pas.

Nous ne saurions sans ingratitude manquer de remercier MM. *Oberlin*, médecin principal de première classe et *Chagnaud*, médecin-major de première classe, des bontés qu'ils ont eues pour nous.

M. *Auguste Voisin*, notre maître à la Salpêtrière, MM. *Magnan* et *Joffroy*, médecins de l'asile clinique, *Garnier*, médecin de la préfecture de police, *Ballet*, *Max Nordau*, *Bérillon*, *Roubinowitch*, nous ont donné des conseils et procuré des renseignements dont nous estimons la valeur.

MM. *Benedikt* de Vienne, *Buschan* de Stettin, *Kirn* de Fribourg en Brisgau, *Ladame* de Genève, *Næcke* d'Hubertusburg, *Pelmann* de Bonn, *Taladriç* de Valladolid, *Roméo Taverni* de Catane, *Wille* de Bâle, nous ont facilité notre tâche et rappeler ici leurs noms est pour nous un devoir.

Que M. le professeur *Brouardel* veuille bien recevoir nos remerciements respectueux pour le grand honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de notre thèse.

INTRODUCTION

Avant d'aborder cette étude des *Irresponsables devant la loi*, il nous faut faire un aveu : plusieurs de nos amis du Barreau nous ont représenté que nous allions susciter les foudres de la magistrature.

Cependant, pour un double motif, nous avons continué avec confiance l'ouvrage entrepris. Agir autrement eût été attacher à notre travail une importance que nous lui dénions ; et d'ailleurs plus que tout autre nous sommes persuadé que la magistrature ne doit pas être appréciée d'après quelques magistrats et que si l'un de ceux-ci a pu déclarer « *que la médecine légale n'avait ajouté aucun progrès sérieux aux doctrines de la jurisprudence et qu'elle ne doit en rien les modifier* », d'autres sont venus depuis qui, infirmant le fatalisme de cette formule, ont accepté les résultats de la médecine mentale et de l'anthropologie et subordonné leurs sentences à l'expertise médicale. Cette dernière au Palais a presque droit de cité, elle y est fréquemment pratiquée et bien qu'on en ait dit, nous y voulons voir une preuve que la prétendue opposition systémati-

que de la jurisprudence à la médecine, n'existe que pour quelques-uns.

Dans un premier chapitre nous étudierons l'évolution de l'idée des responsabilités morale et pénale; en second lieu l'expertise médicale, résultante obligée de cette évolution, nous verrons ensuite qu'il existe de nombreux cas d'aliénation méconnue par la justice et quelles mesures s'imposent pour éviter le retour de pareilles erreurs (1).

Dans un prochain travail nous compléterons d'ailleurs cette étude, M. le Ministre de l'Intérieur nous ayant chargé d'une mission en Italie dans le but d'y poursuivre nos recherches sur la Responsabilité criminelle.

Enfin notre but n'a pas été d'écrire une œuvre de polémique et à ceux qui nous reprocheraient les pages qui suivent nous dirons avec l'avocat général Servan : « *Hommes sages, dites moi si j'outrage les lois parce que j'en demande de meilleures* ».

1. Nous avons déjà attiré l'attention sur ce sujet dans une conférence
l'Institut psycho-physiologique : *Sur la nécessité de compléter l'instruction
judiciaire par l'examen psych-moral de tous les inculpés*,

DES IRRESPONSABLES

DEVANT LA LOI

CHAPITRE PREMIER

EVOLUTION DE L'IDÉE DE RESPONSABILITÉ.

Une étude complète de la Responsabilité morale serait ici déplacée, nous en laissons le soin à de plus autorisés, cependant il nous faut jeter un regard d'ensemble sur l'évolution de l'idée de Responsabilité.

Pour les peuples primitifs le châtiment et la récompense sont impersonnels : c'est le Dieu de la Bible qui dit : *« Je suis le Seigneur votre Dieu, le Dieu fort et jaloux qui venge l'iniquité des pères sur les enfants jusqu'à la troisième et quatrième génération dans tous ceux qui me haïssent, et qui fais miséricorde dans la suite de mille générations à ceux qui m'aiment et gardent mes préceptes »* Exode xx 5-6.

Et l'application de ce principe nous la voyons dans l'Ecriture Sainte : le péché originel frappant l'humanité entière pour la faute d'Adam et d'Eve ; Cham se moque de son père Noë surpris par l'ivresse, la postérité de Cham est maudite ; — Le peuple d'Egypte est frappé de plaies en expiation de l'orgueil de Pharaon ; — La peste ravage le peuple d'Israël à cause de l'insolence et des fautes de David.

Il en va de même dans les légendes païennes, les héros d'Homère ne sont que des instruments, responsables toutefois, de l'acte que leur fait accomplir la divinité. Ulysse, docile à la divinité, expie par dix ans de vie errante les fautes qu'il a commises, et Achille, que les Dieux ont fait invincible, recueille la gloire et les récompenses de ses victoires.

La tragédie grecque avec Eschyle et surtout avec Sophocle marque un stade plus avancé de la notion de responsabilité, l'homme comprend ce qu'il fait et ce qu'il doit faire, lui-même conçoit ses desseins, mais la fatalité, le guide, elle est inéluctable, il la doit subir. Cette théorie est rendue avec toute sa vibrante expression dans la légende d'Œdipe.

Dans cette première période toute théologique de la responsabilité le fait seul est envisagé, de l'intention il n'est tenu aucun compte.

..

Avec Socrate commence une conception toute autre, à la phase théologique succède la phase phi-

losophique. Nul n'est méchant volontairement enseigne la doctrine socratique, faire le Mal c'est ignorer le Bien ; pour tendre au Bien il faut le connaître et toutes les vertus résultent de la science, comme tous les vices de l'ignorance. Sommes-nous donc si loin de cette pensée d'un de nos contemporains : « *Ouvrir une école aujourd'hui, c'est fermer une prison dans vingt ans* »

Platon dans ses dialogues reproduit la pensée du maître et même il l'enrichit. Nous sommes en plein Déterminisme. Dans le *Protagoras*, il est dit, que l'injustice est involontaire. Dans le *Sophiste* : « Il y a deux sortes de maux de l'âme. L'un qui est appelé par la foule méchanceté est évidemment la maladie de l'âme. L'autre est ce qu'on appelle ignorance ». Dans le *Timée*, se fait jour une théorie ancêtre de la théorie lombrosienne : « Les maladies de l'âme naissent de l'état de corps ». Platon admet le méchant par ignorance, mais tout en connaissant le bien et en le voulant on peut faire faire le mal : « Celui dans
« la moelle duquel s'engendre un sperme abondant
« et impétueux, est comme un furieux pendant la
« plus grande partie de sa vie, et ayant une âme ma-
« lade et insensée par la faute du corps il est consi-
« déré mal à propos comme un homme volontaire-
« ment mauvais. C'est par quelque vice dans la
« constitution du corps, par une mauvaise éducation
« que l'homme mauvais est devenu ce qu'il est. Il
« faut toujours s'en prendre plus aux parents qu'aux
« enfants, aux instituteurs qu'aux élèves ».

Ne trouvons-nous pas de façon évidente réunies ces quelques mots les matériaux qui plus tard devaient servir à l'édification à la fois de la théorie lombrosienne du criminel-né, et de la théorie de l'Ecole Française de Lacassagne : les sociétés ont les criminels qu'elles méritent.

Le Déterminisme triomphait avec Platon, vint Aristote qui fut le champion du libre-arbitre. Pour Aristote « la vertu dépend de nous et le vice aussi. « Nous sommes libres de faire ou de ne pas faire « les bonnes actions aussi bien que les mauvaises, « c'est-à-dire d'être bons ou méchants ; il dépendra « donc de vous d'être vils ou estimables (Morale à Nicomaque). Nous sommes maîtres de nos actes et même de nos intentions, de notre manière de voir et d'envisager les objets. Non seulement les vices de l'âme sont volontaires, il y a même des personnes chez qui les imperfections du corps le sont aussi.

L'idée de responsabilité demeure pour longtemps figée dans le moule où l'avait jetée Aristote et les philosophes qui suivent ce dernier ne font guère que lui faire des emprunts sans lui apporter de notables modifications. Les Epicuriens considèrent les résultats, les Stoïciens les motifs de nos actions pour la mesure de degré de responsabilité de l'agent : les uns et les autres sont plutôt des éclectiques que des théoriciens vraiment novateurs.

..

Quant aux Romains, ils rompirent avec les doc-

trines reçues, nous n'en voulons pour preuve que l'étude de M. Bouché-Leclercq sur les *Institutions Romaines* : « L'offense faite aux lois était d'autant
« plus grave et la répression plus dure que le cri-
« minel avait moins de droits à la protection de
« la société. Ce principe qui était dans l'esprit de
« la jurisprudence criminelle se fixa sous l'Empire
« dans les textes législatifs, qui édictent d'ordinaire
« deux genres de pénalité pour les mêmes crimes
« suivant qu'ils sont commis par des gens de peu
« ou des citoyens de classes supérieures. »

..

Avec le moyen-âge la théologie remplace la philosophie : le bien et le mal deviennent l'œuvre de Dieu et du démon avec l'homme pour instrument inconscient mais responsable.

On fait le procès aux fous, aux inconscients, aux cadavres, aux animaux; ceux-ci n'échappent pas au supplice, la Bible ne disait-elle pas : « Si un bœuf frappe un homme ou une femme et qu'ils en meurent, le bœuf sera lapidé et sa chair ne sera pas mangée; le propriétaire du bœuf sera indemne. » En application de cette maxime des animaux furent pendus et brûlés après les formalités d'une procédure en règle. Dans cette nuit profonde ce ne sont que possessions et démonolatries. Les seules lueurs qui dissipent ces ténèbres sont celles des bûchers de l'Inquisition : combien d'holocaustes eurent pour prétexte ce verset biblique : « *On ne laissera pas*

vivre une sorcière ? » Alors nous assistons à cette tourmente, à cette épidémie mystique des xv^e, xvi^e et xvii^e siècles. Au nom de la religion catholique on brûle en France, en Italie, en Espagne des milliers de victimes ; l'inquisiteur Sprenger est envoyé spécialement par le pape en Allemagne pour cette œuvre d'expiation et à l'une des victimes qui lui dit qu'elle ne saurait être coupable puisqu'on lui reproche uniquement d'être l'instrument inconscient du malin il répond : « Je suis bien bon d'écouter ces gens-là ! Sot qui dispute avec le diable. » Au début du xvi^e siècle, dans le seul duché de Trèves, 6.000 sorcières sont brûlées. Dans le Haut Languedoc 400 démonolâtres, en Lorraine 900 mélancoliques sont mis à mort. L'église ne désarme pas, elle brûle les Juifs, pend les Huguenots, plus tard en échange des dragonnades, elle donnera à Louis XIV l'absolution de ses amours adultères. C'est encore et toujours le déplacement de la responsabilité personnelle et du châtimement individuel.

A l'exemple parti d'en haut et donné par le clergé, la magistrature répond : sous Henri IV un juge de Bourgogne Boguet représente les sorciers comme formant une armée égale à celle de Xerxès, il regrette qu'il ne soient pas tous unis en un seul corps pour les brûler tous en une fois, en un seul feu, mais il se console un peu, en constatant que l'Allemagne passe son temps à leur dresser des autodafés, que la Lorraine montre aux étrangers mille et mille potences où elle les attache et que la France ne reste pas en arrière.

La besogne d'extermination qu'ont pu faire de pareils prosélytes, encouragés d'ailleurs par les indulgences et ayant en mains tous les pouvoirs, se conçoit difficilement. M. Bérard écrit : « Ce qu'ont été les formidables hécatombes de ces pauvres fous qu'on accusait de sorcellerie, de magie, que leur imagination avait conduits au sabbat, l'histoire ne le saura jamais : elle en connaît quelques-unes et ce qu'elle sait suffit pour épouvanter : elle en découvrira d'autres, mais dans tous les monastères, à la veille de 1789, les moines effrayés eux-mêmes des horribles holocaustes de leurs aînés ont brûlé les sanglantes archives qui devaient révéler à l'humanité affranchie les effroyables forfaits du catholicisme et de la féodalité. »

Quelques penseurs cependant résistèrent au courant et dans la mesure du possible élevèrent timidement la voix contre ces abominations : Boglivi, Plater, Bœrhave, Sennert, Sauvages, Jean Wier eurent le courage et le mérite de plaider la cause des malheureux fous. Pigray, médecin de Henri IV, obtint du Parlement de Tours en 1539 la grâce de quatorze démonolâtres qu'attendaient les flammes et « auxquels il fallait plutôt baïller de l'ellébore pour les purger que autres remèdes pour les punir. » Montaigne préfère « admettre que l'entendement soit emporté de sa place par la volupté de l'esprit détraqué, au lieu de croire qu'un de nous soit envolé sur un balai au long du tuyau de sa cheminée en chair et en os par un esprit étranger » ; et en 1580

il prenait la défense « des sorcières de son voisinage courant hasard de leur vie sur l'avis de chaque nouvel auteur qui vient donner corps à leurs songes. »

Mais ces protestations isolées ne furent pas entendues et les exécutions se poursuivirent.

Cependant la révolution cartésienne fut à la théologie qui régnait alors incontestée ce qu'avaient été les doctrines socratiques à la période héroïque que nous avons étudiée au début : elle imprima pour longtemps son cachet aux philosophes quisuivirent. L'homme n'est plus l'instrument de Dieu ni du démon, mais il a son libre-arbitre et ce libre-arbitre ne se mesure pas par degrés, il est tout entier où il n'est pas : de responsabilité atténuée il n'y en a pas.

Et toutefois, quand après la Révolution, le législateur édicta l'article 64 du code pénal aux termes duquel il n'y a crime ni délit quand l'agent était en état de démence au moment de l'action il s'en fallait que la philosophie fût d'accord avec la législation.

Sous l'influence de Hegel, d'Auguste Comte, de Darwin, de Spencer, l'idée cartésienne de l'absolu fit place à l'idée de relatif. L'influence de ces philosophes ne tarda pas à se faire sentir dans le domaine de la responsabilité et l'on vit naître sous cette poussée le principe des responsabilités atténuées. Stuart-Mill, Fouillée, Lachelier, Ribot contribuèrent à restreindre le champ de la responsabilité en fai-

sant moins grande la part du libre-arbitre. Les faits rapportés par la science médicale sont venus accroître l'impulsion ; la science et la philosophie dans des conclusions identiques ont assimilé la liberté à la pensée. Le degré de responsabilité que l'on savait en rapport avec le degré de liberté devint ainsi en relation avec le degré de pensée. De rapports précis et absolus entre la raison et l'aliénation il serait hasardeux d'en fixer ; ainsi que le dit Tarde : la Responsabilité absolue et l'Irresponsabilité absolue sont des limites idéales que les faits ne réalisent pas.

La théorie actuelle de la pénalité résulte de la fusion de deux doctrines : celle de l'*Utilité* et celle de la *Justice absolue*.— Dans la doctrine de l'*Utilité* le châtement existe en tant que préservation sociale. L'Etat en se défendant agit en vertu de cet instinct de conservation qu'a tout individu et toute collectivité. La pénalité doit viser à punir le malfaiteur et à inspirer une crainte ; la société ne doit punir qu'autant que cela est utile et elle ne devrait pas le faire s'il était certain qu'un second délit ne suivrait pas le premier. Platon, Cicéron, Senèque et parmi les modernes Hobbes, Locke, Montesquieu. Beccaria, Bentham ont vu dans cette théorie un fondement suffisant à la pénalité.

La théorie de la *Justice absolue* s'occupe avant tout de la violation de la loi divine, il faut une expiation afin de rétablir l'ordre moral. Cette doctrine a été celle du jurisconsulte Paul, de saint Augustin,

de Grotius, de Leibnitz, et Kant l'a exprimée en ces termes : « Si la société civile était sur le point de se
« dissoudre, le dernier meurtrier détenu dans une
« prison devrait être mis à mort au moment de cette
« dissolution, afin que tout coupable portât la peine
« de son crime et que l'homicide ne retombât pas
« sur le peuple qui aurait négligé de le punir. »

Ces deux doctrines, nous l'avons dit, se sont pénétrées l'une l'autre et dans l'état actuel de la conception de la pénalité pour que le criminel soit justement puni il faut (Cours de M. Dubuisson à la Faculté de Droit);

1° Qu'il ait troublé l'ordre social ;

2° Qu'il ait du même coup commis une faute contre l'ordre moral ;

3° Qu'il ait pleinement conscience de cet ordre moral ;

4° Qu'il ait en lui les moyens moraux nécessaires pour le respecter.

Si ces deux dernières conditions font défaut le criminel ne relève plus de la justice : il est moralement irresponsable ; et la pénalité ne doit pas s'égarer sur sa tête.

Et maintenant que nous possédons le criterium de la responsabilité et de la pénalité, examinons quel est le rôle du médecin dans l'appréciation de l'état psycho-moral du sujet et de la part d'imputabilité ; voyons si dans cette tâche il peut être remplacé par le magistrat.

CHAPITRE II

DE L'EXPERTISE MÉDICALE.

Si, d'abord négligée, ignorée plutôt et actuellement encore pratiquée d'une façon insuffisante (puisque, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les erreurs judiciaires sont encore nombreuses) l'expertise médicale n'occupe pas, dans l'instruction des affaires criminelles et correctionnelles, la place prépondérante qui doit être la sienne, il faut en chercher la cause dans ce fait, que le rôle du médecin expert a été mal compris, et qu'il a été rempli par des magistrats, incapables de mener à bien une tâche qui après tout n'est pas de leur compétence.

Pour montrer d'où vient actuellement le malentendu, nous ne saurions mieux faire que d'établir et de délimiter les fonctions de magistrat et celles de médecin-légiste.

Ces deux rôles différents ont été de main de maître mis en lumière par Lasègue quand il disait :

L'assimilation de l'expert médecin avec le juge est en fait d'aliénation une erreur et par conséquent un danger. Leurs devoirs n'ont aucune parité : ils

doivent, pour se maintenir dans la sphère de leur action légitime, suivre des voies toutes différentes. Au magistrat il appartient de se prononcer sur le fait, sans scruter les aptitudes morales de celui qui l'a commis : tout au plus peut-il en apprécier les intentions en mesurant la préméditation qui n'est elle-même que la préparation à l'acte. Obligé par la lettre du code, il cherche jusqu'à quel point l'action incriminée répond à la définition, mais l'homme échappe à son jugement.

Le médecin appelé à connaître de l'aliénation sait la marche inverse : s'il prétendait juger la valeur absolue de l'acte il serait entraîné aux plus compromettantes déceptions : sa mission est d'examiner le prévenu et de donner la caractéristique scientifique de l'homme indépendamment du délit qui lui est imputé : à l'encontre de la justice humaine il scrute les replis cachés de l'intelligence et déclare que l'individu a été capable ou non d'obéir à la loi du sens moral ; non seulement il apprécie les dispositions probables, mais il mesure les dispositions possibles, et il affirme que l'accusé n'a pas pu comprendre la portée de ses impulsions et leur opposer une résistance efficace. Les faits sont hors de cause ».

Quand, dans son *Traité des donations entre-vifs et des testaments*, parlant de l'intervention du médecin dans les cas d'aliénation mentale Troplong écrivait : « Je pense que la médecine légale, malgré ses prétentions, n'a ajouté aucun progrès sérieux aux doctrines reçues dans la jurisprudence et qu'elle ne doit

en rien les modifier », il montrait bien par là qu'il ne comprenait pas le rôle du médecin expert, et son erreur s'affirme lorsqu'il ajoute : « Leur jugement (des médecins) ne saurait toujours être le jugement du magistrat : nos points de vue sont bien différents pour conduire au même but ». — A la vérité les points de vue sont différents, nous le savons, mais les jugements ne le sont pas moins : le magistrat est juge du fait, mais le médecin est juge du degré de sens moral dont est capable l'agent et avant tout autre question celle de la responsabilité doit se poser, à moins de faire avec la loi mosaïque non le procès du sujet mais le procès du fait quelqu'en ait été l'auteur, un homme sain d'esprit, un aliéné, voire un animal.

En quoi diffère selon Troplong le but de médecin de celui de magistrat : le premier doit traiter un malade et s'efforcer de le guérir, au lieu que le second doit sauvegarder la société ; mais dans l'expertise médicale la question n'est pas posée sur ce terrain. Avant toute procédure une question préalable doit être résolue : un tel jouit-il ou non de ses facultés mentales ? Et qui pourra répondre dans une aussi grave alternative. — Des magistrats au cœur léger à la suite d'un des leurs, Élias Régnauld, ont prétendu que le bon sens pouvait suffire à résoudre la question. Vraiment de tels magistrats nous font un peu l'effet des Titans dans leur lutte folle contre le Ciel ; tout à l'heure ils méconnaissaient le rôle de l'expertise médicale, maintenant ils en ignorent la gravité.

Et après cette assertion que le bon sens est suffi-

sant pour établir un jugement aussi important, nous sommes un peu étonné d'entendre M. le professeur Brouardel, dont la voix autorisée domine cependant en pareille matière : « Il faut surtout remarquer, dit-il, que s'il peut *a priori* paraître facile de reconnaître un aliéné, cette constatation est en réalité « extrêmement malaisée dans un très grand nombre « de cas : maintes fois il m'est arrivé d'hésiter et de « demander l'adjonction d'un de nos confrères plus « compétents, et plus fréquemment en contact avec « les aliénés avant de me prononcer. C'est que « pour bien connaître les aliénés, il faut en avoir « fait une étude spéciale, qui ne s'acquiert qu'après « plusieurs années de contact, de vie commune en « quelque sorte... »

De son côté, Lasègue dont l'avis, il nous semble, a bien aussi quelque valeur :

« La période prodromique de la folie a déjà le caractère d'un trouble pathologique. Les déviations « intellectuelles dépassent les limites des divergences permises ; mais pour être des anomalies elles « n'ont pas encore de signes et se refusent aux classifications accoutumées de la nosologie. Cette « phase préparatoire est certainement la plus difficile « à apprécier et celle qui réclame davantage du médecin la sagacité que donne seule une longue expérience... La tâche est alors si grave de responsabilité que j'en appelle à la conscience de tous ceux « qui ont eu à se poser et à résoudre le problème, « bien assuré que pas un n'a oublié les irrésolutions

« si perplexes qu'il a successivement traversées ». Et le même auteur ajoute : « Il n'est pas besoin de l'intermédiaire d'un médecin pour déclarer qu'un homme qui se prétend l'empereur de Chine a pu, sans être responsable, injurier de simples agents de police. Le paralytique qui du fond de son indigence se déclare cent fois millionnaire n'attend pas pour être deviné, quand il a commis une escroquerie, une enquête scientifique.

Les indécisions que la médecine a pour mission de résoudre sont autrement délicates et les aliénés que nous avons à sauver d'une pénalité qui ne leur incombe pas sont ceux dont le trouble intellectuel encore imparfait, inégal, intermittent, ne frappe pas les yeux et n'éveille pas l'étonnement. Ou l'aliénation procède à la manière des affections cérébrales par un progrès insensible.

Je sais combien il est aisé de passer outre à ces antécédents nuageux et confus et je sais qu'on gagne en les négligeant une flatteuse apparence d'exactitude, mais je n'ignore pas davantage qu'on ne supprime pas les obstacles parce qu'on ferme les yeux pour ne pas le voir.

Et quand les maîtres que nous venons de citer suspendent ainsi leur jugement, quelle ne doit pas être l'hésitation du magistrat, lui qui n'est pas même familiarisé avec les rudiments de la pathologie mentale ? comment pourrait-il formuler un diagnostic que le médecin parfois n'établit qu'avec peine. Or nous le répétons, avant toute procédure il faut

résoudre la question primordiale : Un tel est-il responsable? et si cette question est posée au magistrat, pourra-t-il en donner une solution certaine? Evidemment non... :

« Je parlais à l'instant, dit M. Garnier, des paralytiques généraux figurant en si grand nombre parmi les victimes des erreurs judiciaires. Que dit par exemple à l'oreille du juge, l'hésitation si spéciale de l'articulation verbale chez ces malades? Qu'est-ce qui l'amènera à rechercher l'inégalité pupillaire concomitante? Et cependant voilà un dément dont l'irresponsabilité est indiscutable et parce qu'il répond encore à peu près à des questions simples et qu'il avoue son délit avec une ingénuité qui ne désarme point la justice, il ira s'asseoir tout à l'heure sur le banc des accusés, y balbutiera quelques explications confuses où l'on retient surtout son aveu, et, avec une assez parfaite indifférence se verra condamner plus ou moins sévèrement. Une visite médicale eut pourtant, en quelques minutes, mis les choses à leur place et désigné pour l'asile cet inconscient dont les actes sont d'ailleurs le plus souvent *pathognomoniques*, tellement ils sont marqués au coin de la plus complète imprévoyance. »

Une autre considération a fait échec aux progrès de l'expertise médicale et à son extension. Les médecins, a-t-on dit, voient des fous partout et la sécurité sociale serait compromise par les criminels, prétendus aliénés; les délinquants voyant diminuer la repression, la criminalité augmentera. Cette peur

pour exagérée, n'en est pas moins légitime, car elle se réclame de la préservation sociale? Ceux qui formulent cette crainte ne manquent pas d'ajouter qu'il est facile de feindre la folie, et que le médecin sera la dupe des inculpés. — A cela nous répondrons, que mieux que personne, connaissant la folie et ses manifestations, le médecin pourra dessiner la simulation et nous formerons dans l'espèce une demande reconventionnelle pour ainsi parler : oui, dirons-nous, la préservation sociale est immédiatement intéressée du diagnostic exact de la folie ; en effet, un aliéné que l'on condamne effectue sa peine, puis il est rendu à la société où il constitue alors un élément dangereux ; mais si l'expertise médicale avait été pratiquée, le malade envoyé dans un asile n'aurait été rendu à la vie civile que guéri ou amélioré, hors d'état de nuire, le plus souvent.

Et si nous demandons l'expertise médicale ce n'est pas seulement pour éviter la condamnation des irresponsables, nous y voulons voir encore un but immédiat de défense sociale.

Enfin certains juges en présence d'aliénés dangereux, trouvant avec raison que l'asile ne donnait pas une garantie suffisante ont préféré la prison. Il est de toute évidence que la loi du 28 juin 1838 sur les aliénés doit être au plus tôt remaniée afin de donner à la justice plus de sécurité au sujet des irresponsables qu'elle acquitte. — M. le D^r Aug. Voisin a particulièrement attiré notre attention sur ce point en nous citant de nombreux exemples d'alié-

nés dangereux qui sortis de l'asile où les avait fait entrer un acquittement, n'ont pas tardé à commettre de nouveaux crimes ou délits. Dans son intéressante communication M. Monod nous dit d'autre part :

« Il peut arriver, dit-il, qu'un magistrat fasse condamner un malade, parce qu'il apparaît à ce magistrat que c'est le seul moyen de défendre la société et même de faire soigner le malade. Un individu poursuivi, en 1886, pour coups donnés à sa mère est reconnu irresponsable ; il bénéficie d'une ordonnance de non-lieu ; mais l'autorité administrative qui eût dû être avisée, le laisse en liberté. L'année suivante, il est poursuivi pour vol ; nouvelle ordonnance de non-lieu ; nouvelle inaction de l'autorité. La troisième fois, en 1889, comme il était poursuivi pour coups et blessures, le ministère public demande au tribunal de lui appliquer une peine assez forte pour qu'il doive la faire au chef-lieu du département. Là, dit-il, il sera encore visité, et si le diagnostic d'aliénation est confirmé, il sera transféré dans un asile. C'est ce qui est arrivé. La défense sociale est le premier devoir, elle restera la première préoccupation des magistrats ».

Nous avons assez montré, la nécessité d'abord, les difficultés ensuite, de l'examen psycho-moral des inculpés, pour qu'il nous soit nécessaire d'insister et ne convient-il pas de répéter en terminant avec ce prêtre de la Trappe, le Dr Debreyne :

« Sans la physiologie et la médecine, il est impossible d'arriver à la solution du fameux problème

« delphique : connais-toi toi-même. C'est là véritablement le principe de toute philosophie et de toute morale ou plutôt sous lui il n'y a ni philosophie, ni morale ».

Mais nous ne l'oublions pas, *verba docent exempla trahunt*; dans le chapitre qui va suivre, pour établir que soit maintenant l'importance de l'expertise médicale, nous quitterons le domaine de la spéculation pour celui des faits.

CHAPITRE III

LES ALIÉNÉS MÉCONNUS.

Après avoir montré, dans le chapitre précédent, la nécessité de l'expertise médicale, et qu'elle ne peut être remplacée par l'appréciation de magistrat, il nous reste à faire voir les erreurs judiciaires qui ont été le résultat de la méconnaissance de ce principe.

Nous voulons d'abord examiner certains cas où, quelque invraisemblable que cela paraisse, l'expertise médicale avait été pratiquée, où les experts avaient conclu à l'irresponsabilité sans que néanmoins la justice ait cru devoir tenir compte de leurs conclusions. Tel est le cas célèbre de Papavoine :

Un dimanche, un homme âgé de 42 ans, doux, triste, instruit, intelligent, de bonne conduite, qui depuis 20 ans avait servi dans l'administration de la marine, sortait de l'hôtel où il était descendu quelques jours avant, se rendait au bois de Vincennes, apercevait deux enfants jouant sous les yeux de leur mère et les égorgeait. Ces deux enfants étaient absolument inconnus du meurtrier. Le défenseur était Paillet, il invoqua la folie de Papavoine et cita l'opinion des médecins : l'accusé avait obéi à une impulsion épileptique ; néanmoins Papavoine fut

exécuté. — Malgré le plaidoyer scientifique qui établissait sa folie, Léger monta également sur l'échafaud. — En 1853, l'autorité de Calmeil ne put sauver la tête de l'irresponsable Verger.

Enfin, plus près de nous, un fait qu'a rapporté le Dr Lacassagne et qui date de 1888, vient nous montrer qu'il existe encore certains magistrats, émules de Troplong qui ont voué à l'expertise médicale une opposition systématique :

Le Dr Lamotte est arrêté au mois de mai 1886 sous l'inculpation de faits odieux : depuis longtemps il se livrait sur des enfants ou des jeunes gens à la pratique du coït buccal. Après six mois, l'instruction aboutit à un renvoi devant la Cour d'assises de l'Ardèche. La famille avait fait une enquête et réuni un ensemble de faits qui semblait prouver que le Dr Lamotte n'avait pas toujours joui de la plénitude de ses facultés mentales : elle demanda un examen d'experts. Le juge d'instruction, le parquet de Privas, le P. G. de Nîmes, la chambre des mises en accusation ne crurent pas devoir déférer à ce désir. Cependant le défenseur demanda un examen mental du dossier ; le Dr Max Simon désigné, conclut à la nécessité de l'examen de l'accusé. Trois experts sont désignés par la Cour : M. Jaumes professeur à la Faculté de Montpellier, M. Cauvy, médecin des prisons de Nîmes, M. Marandon de Montyel médecin de l'asile d'aliénés de Marseille. Le Dr Lamotte fut observé à Marseille pendant six mois et les conclusions furent les suivantes :

1^o Lamotte est atteint d'épilepsie traumatique.

2^o C'est sous l'empire de cet état mental morbide que l'accusé a commis les actes qui lui sont reprochés. Il est irresponsable.

Malgré l'avis unanime de quatre médecins le Dr Lamotte fut condamné à deux ans de prison, 100 francs d'amende et aux frais.

Mais à côté de ces erreurs judiciaires que nous pourrions appeler intentionnelles, en ce sens qu'elles montrent bien de la part de la justice une volonté arrêtée de ne pas prendre en considération l'expertise médicale même quand elle a été provoquée, il en est de beaucoup plus nombreuses et qui ont trait à proprement parler aux aliénés méconnus.

Depuis longtemps des médecins de prisons ou d'asiles d'aliénés ont appelé l'attention sur les criminels aliénés qu'on leur envoie. — C'est ainsi que deux ans après la loi du 28 juin 1838 sur les aliénés, le Dr Vingtrinier, médecin en chef des prisons de Rouen, indiquait que sur 43.000 détenus observés dans le cours de sept années il avait trouvé 265 aliénés dont 189 accusés de crimes et 75 prévenus pour délits ; sur les premiers, 82 avaient été condamnés et un fut exécuté, les 5 autres furent plus tard reconnus fous : sur les seconds qui furent tous condamnés 19 durent subir leur peine à Bicêtre et 56 furent après la condamnation transférés dans divers asiles.

Le Dr Bruce-Thomson, médecin résident de la prison générale de Perth, a montré, lui aussi, les rap-

ports étroits entre le crime et la folie par une statistique établie sur douze années de recherches.

En Ecosse l'inspecteur des prisons Frédéric Hill et le professeur Laycock ont obtenu des résultats identiques et en sont arrivés à conclure que les « criminels pour la presque totalité sont moralement imbeciles ».

M. Théophile Roussel dans un rapport présenté en 1895 à l'Académie des Sciences Morales conclut :

« Les exagérations écartées, il reste ce fait incon-
« testable, l'existence dans certaines parties de la
« population, où se recrutent principalement les dé-
« linquants d'habitude et les criminels, d'une propor-
« tion considérable, croissante peut-être, d'être sou-
« vent tarés et dégradés physiquement presque tous
« moralement et intellectuellement anormaux et
« chez lesquels le libre-arbitre est absent ou plus ou
« moins oblitéré ».

Des protestations se sont élevées contre ces erreurs judiciaires évitables, les faits qui avaient été isolés ont été groupés depuis quelques années ; c'est ainsi que nous trouvons en 1891 la thèse de M. Pactet sur les Aliénés méconnus et condamnés par les tribunaux. En 1892 M. le Dr Paul Garnier, médecin en chef de l'Infirmierie ou dépôt, a présenté au Congrès d'Anthropologie criminelle de Bruxelles un rapport intitulé : « *De la nécessité de considérer l'examen psycho-moral de certains prévenus ou accusés comme au devoir de l'instruction.* » Après avoir

noté la part de plus en plus grande qui est faite à la médecine légale que l'on ne regarde plus comme cette intruse à laquelle certains esprits faisaient un si dédaigneux accueil M. Garnier ajoute :

« Mais s'il est juste de reconnaître que le présent vaut mieux que le passé faut-il en conclure que désormais rien n'est plus à faire et que la justice s'est dès à présent par le concours libéralement accepté de l'expert, mise à l'abri d'erreurs aussi regrettables, aussi affligeantes que celles qui consistent à frapper d'une condamnation au malheureux aliéné que son inconscience devait abriter contre les sévérités de la loi.

Messieurs ce sont les chiffres qui vont se charger de répondre :

Je m'excuse presque d'avoir à vous présenter une statistique aussi pénible que celle qui va suivre.

Depuis longtemps j'étais frappé du grand nombre de condamnés qui m'étaient envoyés des différentes prisons de la Seine, aux fous d'examen mental et cela quelques jours seulement après le prononcé du jugement.

J'ai été conduit à relever tous ces cas et à prendre soin d'ailleurs de noter le fait dans mon certificat de collocation dans un asile d'aliénés.

Nous avons pu ainsi, M. Magnan et moi, établir une statistique dont les données sont égales à quelques unités près. En examinant par exemple la période quinquennale de 1886 à 1890, les aliénés méconnus et condamnés par lesquels un internement

survenant presque aussitôt après le jugement a été pour ainsi dire la *révision morale* du procès, se dénombrent ainsi qu'il suit :

1886.	59
1887.	45
1888.	49
1889.	37
1890.	65
Total	255

Soit un total de 255 erreurs judiciaires durant cette période quinquennale ! Il y a donc en chiffres ronds une moyenne de 50 individus par an, injustement flétris par une pénalité qui s'est égarée sur leur tête. Malades — et on ne peut contester qu'ils l'étaient quand la justice les a frappés puisque quelques jours à peine séparent leur condamnation de leur internement — ils devaient être traités comme tels et bénéficier de l'article 64 du Code Pénal, surtout quand on considère que 40 o/o environ de ces malheureux, sont des paralytiques généraux absolument inconscients et irresponsables.

En présence de ce fort bilan des méprises judiciaires incontestables, derrière lesquelles l'esprit peut encore enterrer le fort contingent des cas restés inconnus, il est difficile de ne pas s'émouvoir. »

En Allemagne, les aliénistes sont également frappés de la fréquence de la folie chez les condamnés et

du nombre des aliénés méconnus. La statistique suivante est celle de la prison allemande de Waldheim. Dans la première colonne est indiqué le nombre de condamnés entrés dans la prison; dans la deuxième, le nombre d'aliénés pour cent :

Meurtres consommés et tentés.	74	17,6
Assassinats et blessures.	51	9,8
Vols sur chemins publics avec violence	64	12,5
Incendies.	219	6,8
Viols.	52	5,8
Attentats à la pudeur.	299	5,7
Faux serments.	220	2,7
Crimes militaires.	23	21,7
Crimes contre la propriété.	5,116	1,9
Autres délits.	158	0,6
	6,276	2,7 0'6

Dans *Archiv. für Psychiatrie*, sous le titre Ueber (*Sur les affections mentales chez les détenus*) le Dr A. Kühn (1) a étudié les formes diverses d'affections mentales observées chez 144 détenus condamnés pour des délits correctionnels. Il a classé ces cas sous les 6 chefs suivants :

- 1° formes dépressives (mélancolie) de date récente : 2 cas.
- 2° manie : 4 cas.
- 3° folie proprement dite : 76 cas.
- 4° idiotisme congénital ou acquis : 38 cas.
- 5° paralysie : 12 cas.

1. Ueber die geisteskrankheiten der Corrigenden (*Sur les affections mentales chez les détenus*).

6° démente épileptique : 12 cas.

Après de longs développements consacrés à l'exposé des faits, l'auteur a cherché des réponses à un certain nombre de questions dont voici la principale :

Combien parmi ces détenus, y en avait-il chez lesquels les troubles intellectuels étaient assez prononcés au moment de la condamnation pour qu'une expertise médico-légale eût dû conclure à l'irresponsabilité? — Kühn ne compte pas moins de 102 cas de ce genre ! pour un certain nombre d'autres cas il lui paraît très vraisemblable que des condamnations répétées ont été prononcées. Il ajoute que les choses se passent sans doute de la même façon pour les criminels. Il conclut que les faits de cette nature imposent à la société le devoir de soumettre les accusés à un contrôle médico-légal, exercé par des médecins compétents, pour mettre des irresponsables à l'abri de condamnations imméritées.

M. le Dr Nœcke d'Hubertusburg, dont la compétence est grande en pareille matière, a bien voulu nous formuler son opinion : Il constate le grand nombre de malades condamnés par les tribunaux sans que les juges aient eu le soupçon de leur affection mentale ; *dès le moment de la prévention il devrait toujours y avoir une expertise médico-psychologique.*

Enfin M. Henri Monod, directeur de l'assistance et de l'hygiène publique au ministère de l'Intérieur, a fait à ce sujet au Congrès de médecine mentale et de neurologie tenu à Clermont-Ferrand en 1894,

une communication de la dernière importance à la suite d'une enquête sur les aliénés recueillis après condamnation. Malgré le nombre élevé des aliénés sur la tête desquels une condamnation s'est égarée, il s'en faut que l'enquête nous révèle tous les faits existants, M. Monod indique les raisons de cette insuffisance :

« D'abord la circulaire n'a été adressée qu'aux directeurs des asiles publics. Ensuite tous n'ont pas répondu d'une manière utile. Sur 50 asiles publics, il y en a 11 comprenant une population de plus de 8.600 aliénés dont les directeurs ont répondu d'un mot, n'avoir connaissance d'aucun cas rentrant dans la catégorie définie par la circulaire, ce qui est bien invraisemblable. Il y en a 3 d'une population de plus de 2.200 malades pour lesquels ont été fournis des renseignements si vagues qu'il a été impossible d'en tenir compte. Enfin il y en a 4 comptant au 31 décembre 1888, une population de plus de 6.500 aliénés qui n'ont fait aucune réponse.

La population au 31 décembre 1888, des asiles publics pour lesquels des informations suffisamment précises ont été envoyées est de 33.000 malades. Le nombre total des aliénés internés en France flotte entre 70.000 et 75.000. Il n'est donc pas téméraire de supposer que si les recherches faites dans certains asiles l'eussent été dans tous, le nombre des cas répondant pour la période quinquennale envisagée aux conditions posées dans la circulaire du 23 juin eût, au lieu de 271, été d'environ 600.

Encore serions-nous loin de connaître le nombre vrai des aliénés condamnés. Quelle est en effet la catégorie de ceux qui nous sont révélés? Ce ne sont guère que ceux qui, peu de temps après leur condamnation, sont transférés directement de la prison à l'asile. Mais « il arrive, comme l'écrit un de nos directeurs, que des prisonniers aliénés, s'ils ne sont ni dangereux ni difficiles à vivre, soient gardés à la prison jusqu'à l'expiration de leur peine. Si plus tard ils nous sont envoyés nous ignorons souvent ce qui leur est arrivé, les feuilles de renseignements du dossier ne nous apprenant en général que bien peu de chose sur les antécédents des malades. Aussi il se peut que notre liste soit incomplète. Elle ne comprend que les malades envoyés de la prison à l'asile et dont les frais de pension sont à la charge du ministère de l'intérieur ».

« Il n'est pas surprenant, observe un autre directeur, que dans les prisons on méconnaisse certaines situations qui ne sont pas nettement caractérisées à première vue, surtout quand il n'en résulte pas quelque désordre dans le régime de la maison. La plupart du temps — et il n'y a pas lieu de s'en étonner — le médecin de la prison se borne à voir ceux qui lui sont signalés comme physiquement malades et à moins de quelque écart très évident, l'état mental des prisonniers calmes ou débiles peut aisément ne donner lieu à aucune observation ».

D'autre part si le transfert à l'asile a lieu un certain temps après la condamnation, il faut des circonstan-

ces très particulières, très décisives pour que le médecin déclare que l'état de folie a été la cause déterminante de l'acte ayant motivé la condamnation. Un directeur écrit : « Pour bien se rendre compte de la relation qui pourrait exister entre l'aliénation mentale et l'acte incriminé il importerait que le médecin aliéniste eût la possibilité d'obtenir du parquet communication des pièces de l'enquête judiciaire. Les condamnés conduits à l'asile arrivent avec un arrêté préfectoral de séquestration visant la demande du parquet ou celle du directeur de la prison, un certificat médical attestant la folie : mais les antécédents judiciaires de l'inculpé, ses actes incriminés, ses délits mêmes nous restent le plus souvent inconnus. »

Si la maladie n'est pas une indication suffisante, si de l'aliéné l'on ne peut rien tirer, s'il ne vient pas de la prison, si l'on n'obtient pas d'informations de la famille il est impossible d'établir une opinion. Souvent le fait même de la condamnation est ignoré. Ainsi un certain nombre de condamnés échappent aux investigations. En tenant compte de ces considérations il semble qu'il n'est nullement téméraire d'évaluer à 700 pour la période quinquennale que nous avons envisagée le nombre des personnes condamnées auxquelles une expertise médico-légale eût probablement épargné cette condamnation. C'est *chaque année 140 condamnations* que des expertises médico-légales faites au cours de l'instruction eussent très vraisemblablement évitées. Aucun effort ne doit être épargné pour éviter de telles condamnations qui ne sont pas conformes à la justice ».

OBSERVATIONS

Depuis un an, nous avons recueilli et il nous a été communiqué un nombre relativement considérable d'observations d'aliénés méconnus : nous aurions pu en produire de plus nombreuses mais elles n'auraient été qu'un faible augment de la statistique si riche par ailleurs ; dans nos observations personnelles nous avons préféré ne retenir que les cas où le même sujet a été à lui seul l'objet d'erreurs judiciaires répétées. Sont dues à M. Pactet les observations pour lesquelles il n'a pas été fait de mention spéciale. De l'enquête de M. Monod nous avons retenu les observations les plus caractéristiques.

ALIENES PERSECUTES

Les persécutés ne figurent pas devant les tribunaux en aussi grand nombre que les paralytiques

généraux, que nous étudierons dans un instant; mais il ne s'agit plus comme pour ces derniers de délits banals, de vols presque toujours les mêmes, l'aliéné persécuté a des hallucinations de la vue, de l'ouïe, il s'entend injurier par les passants; qu'on nous passe une expression qui peint bien la soudaineté de son impulsion : « son sang ne fait qu'un tour » et les voies de fait ne tardent guère. Les tentatives de meurtre, suivies ou non d'effets, sont le plus souvent relevées à la charge de ces irresponsables.

OBSERVATION I. — Charles G..., 50 ans. Tentative de meurtre. Cinq ans de réclusion. Se croyait empoisonné, mais comme il était immortel, il résistait aux poisons. A eu des hallucinations de l'ouïe, de l'odorat, de la sensibilité générale; il s'entendait injurier par les personnes qu'il rencontrait. A propos d'un petit héritage qu'il doit partager avec son frère, il s' imagine que celui-ci agissant à l'instigation de ses ennemis veut lui faire tort et un jour il tire sur lui un coup de fusil, sans lui faire de blessure grave. Pour cette tentative de meurtre il est condamné à cinq ans de réclusion. Toutes les personnes qui le connaissent savent parfaitement qu'il ne jouissait pas de l'intégrité de ses facultés et cependant l'autorité judiciaire n'a pas prescrit d'expertise médico-légale. Avec ses idées de persécution G... avait des idées de grandeur : il était Salomon, avait posé la première pierre au Vatican, était en communication avec Saint-Pierre. Il aurait pu être pape mais pour cela il lui aurait fallu tuer un homme... Mort à 68 ans a toujours présenté des idées délirantes et n'a jamais été interné.

OBSERVATION II (M. Garnier). — Edouard X..., 30 ans. Ancien clerc de notaire. Débilité mentale et idées de persécutions. Acte de protestation anarchiste. Condamnation à un mois de prison. Tentative de meurtre : internement.

OBSERVATION III. — Adeline F..., 34 ans. Entrée à Sainte-Anne le 24 décembre 1890. A été condamnée à 50 francs d'amende par le juge de paix, à la suite d'imputations calomnieuses faites sous l'influence d'idées de persécution.

OBSERVATION IV (Tardieu). — P..., John Edward 46 ans. Homicide sous l'influence d'idées de persécutions et d'hallucination de l'ouïe. A été condamné à 20 ans de travaux forcés par la Cour d'Assises du Pas-de-Calais.

PARALYTIQUES GÉNÉRAUX

Ce sont les paralytiques généraux qui contribuent le plus à élever le bilan des délinquants irresponsables. De longue date les aliénistes en ont été frappés au point qu'ils avaient proposé d'appeler médico-légale la période initiale de la paralysie générale. Ainsi que nous le verrons dans les observations qui suivent le délit le plus fréquent est le vol et il est revêtu d'un cachet tout spécial ; ce n'est pas le vol de l'impulsif ou de l'épileptique, c'est le vol fait avec inconscience, sans désir d'en cacher le produit, d'objets de valeur minime le plus souvent ; tel ma-

lade volera des pointes, tel autre une huître, un troisième une boîte de cirage alors qu'ils auraient pu aussi facilement dérober des choses de valeur plus grande. Souvent leur état maladif, au lieu d'être reconnu, sera une aggravation de leur faute, les troubles de la parole seront tournés en annulation et en preuve de la culpabilité, l'insouciance deviendra du cynisme : on demandera alors une condamnation exemplaire. Il nous a paru intéressant de grouper ici plusieurs de ces cas d'aliénation méconnue.

OBSERVATION V. — Alexis D..., 35 ans, marbrier. Condamné le 5 janvier 1891 à quinze jours de prison pour vol. Présente un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, de l'hébétude, de l'apathie, de l'embarras de la parole, de tremblement fibrillaire de la langue et de l'inégalité pupillaire. Transféré de la prison de Nanterre à l'Infirmerie spéciale trois jours après le jugement.

OBSERVATION VI. — Emile L..., 39 ans, cordonnier. Condamné le 20 janvier 1891 à deux mois de prison pour vol. Transféré de la santé à l'Infirmerie spéciale huit jours après le jugement. Il est l'empereur de tout l'univers, il possède des milliards, il habille tous les peuples avec le plus beau drap, etc.

OBSERVATION VII. — Pierre W..., 39 ans. Condamné le 18 novembre 1891 à un mois de prison pour vol d'une brosse à habits et d'une boîte de cirage. Transféré à Mazas à l'Infirmerie spéciale huit jours après le jugement.

OBSERVATION VIII. — Ro..., 39 ans, employé de commerce. Condamné le 28 mai 1890 à 3 mois de prison ; il avait pris à son patron deux coupons de drap représentant une valeur de 60 francs. Il est sorti de son atelier emportant sous son bras les deux pièces d'étoffe sans se préoccuper de savoir si on l'observait. Il alla les déposer chez un de ses amis sans rien lui dire. Il a dit qu'il savait bien qu'il avait volé mais il a été incapable d'expliquer pourquoi il l'avait fait. Il parle de son vol comme quelqu'un qui n'a pas conscience de la portée de cette action. Il parle de son séjour en prison comme d'un événement indifférent. Il forme les plus beaux projets. Il a les plus belles relations. Il possède tous les talents, il est sculpteur de génie : il gagne des millions. Parole embarrassée, facultés intellectuelles affaiblies, pupilles inégales. Les premiers symptômes de l'affection semblent remonter à 3 ans.

OBSERVATION IX. — Louis Ch..., 43 ans. Condamné le 16 mars 1889 à 15 jours de prison pour vol. Interné à Sainte-Anne le lendemain de sa sortie de prison.

OBSERVATION X. — Adolphe B..., 41 ans. Condamné le 3 mai 1889 à 4 mois de prison pour avoir pris du café à la devanture d'un épicier. Transféré de Sainte-Pélagie à l'Infirmerie spéciale deux mois après le jugement.

OBSERVATION XI. — Albert Ch..., 40 ans. Condamné le 23 décembre 1889 à six mois de prison pour avoir volé au Bon Marché un parapluie, une toque de voyage et une éponge. Transféré de la Grande Roquette, 3 mois après le jugement. On constate chez lui un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, des idées de satis-

faction et de richesse, il prétend appartenir à une famille très riche et gagner 30,000 francs par jour. La parole est embarrassée.

OBSERVATION XII. — Auguste La..., 38 ans, Condamné à un mois de prison pour vol d'une chemise à l'étalage. Transféré le 11 juin 1890 de Sainte-Pélagie au Dépôt.

OBSERVATION XIII. — M..., 28 ans. Condamné à 4 mois de prison pour vol. Transféré le 3 avril 1889 de Sainte Pélagie au Dépôt.

OBSERVATION XIV. — Gu..., condamné à 6 mois de prison pour vol à l'étalage d'un épicier de deux bouteilles d'essence et de deux bouteilles d'eau de Javel qu'il emportait tranquillement sans chercher à se cacher. Interne à Sainte-Anne.

OBSERVATION XV. — Joseph Z..., avocat, âgé de 50 ans. Envoyé à Mazas le 30 novembre 1890, comme prévenu d'un délit sur lequel il lui a été impossible de fournir aucun renseignement. Au bout de deux jours le médecin de Mazas le fait transférer à l'Infirmierie spéciale. Le diagnostic de paralysie générale s'impose.

OBSERVATION XVI. — Louis F..., 42 ans, mécanicien. Interné à Saint-Anne le 17 octobre 1889 : amélioration et mise en liberté sur les instances de sa femme le 28 janvier 1890. Deuxième internement le 3 avril 1891. Pendant les quatorze mois qu'il passe hors de l'asile il est arrêté à divers reprises pour vol et condamné deux fois à l'emprisonnement pour le même motif. A l'occasion du dernier vol seulement une expertise médicale est pratiquée et il

est interné une deuxième fois à Saint-Anne comme atteint de paralysie générale.

OBSERVATION XVII. — Pierre C..., 42 ans. Condamnation à 5 jours de prison pour vol.

OBSERVATION XVIII (D^r Sauze). — Joseph B..., 34 ans. Condamné le 26 septembre 1856 à 3 mois de prison pour vol.

OBSERVATION XIX (D^r Sauze). — Louis G..., 32 ans. Condamné à 3 mois de prison pour vol

OBSERVATION XX (D^r Garnier). — D. P..., 37 ans. Détenu à Mazas pour outrage public à la pudeur. Près de la gare de Lyon, il avait, sous prétexte qu'il avait la vérole, montré ses organes génitaux à deux sergents de ville et aux personnes présentes, parmi lesquelles il y avait des femmes.

Présente un affaiblissement de la mémoire, du délire ambitieux. Il est pape, empereur. Il va faire construire un chemin de fer à voiles tout le long de la mer. Il va faire passer des rivières dans toutes les rues de Paris et il y aura des poissons dedans. Il fera tous les toits de Paris en cristal et mettra sur l'Arc de Triomphe un soleil et une lune, etc..., pupille gauche dilatée, hésitation de la parole.

OBSERVATION XXI (D^r Sauze). — Joseph B..., 28 ans, condamné à quinze jours de prison pour vol.

OBSERVATION XXII (D^r Darde). — Antoine L..., 42 ans, condamné à deux mois de prison pour vol, volait sans discernement ni précautions des mouchoirs à demi-usés, à des ouvriers du chantier où il travaillait.

OBSERVATION XXIII. — H. A..., 35 ans, tonnelier, condamnation à six mois de prison pour vol d'un sac de voyage. Quand on lui demande pourquoi il a commis ce vol il raconte qu'il l'a fait par rigolade devant plus de cent personnes. Après l'avoir pris il n'a pas couru et l'employé de chemin de fer l'a arrêté très facilement.

Vagabondage. — Mendicité.

OBSERVATION XXIV. — Dominique S..., 39 ans, marchand des quatre saisons, condamné le 24 février 1891, à huit jours de prison pour mendicité, transféré de Sainte-Pélagie à l'infirmerie spéciale trois jours après le jugement.

OBSERVATION XXV. — André M..., 50 ans; condamné le 20 février 1871, à un mois de prison, pour mendicité. Transféré de Sainte-Pélagie à l'infirmerie spéciale trois jours après le jugement.

OBSERVATION XXVI (Personnelle). — B..., 49 ans, entré à l'asile de Sainte-Gemmes-sur-Loire, le 3 juin 1895. Pas de renseignements antécédents.

Diagnostic. — Dégénérescence physique, intellectuelle et morale, alcoolisme chronique.

A subi une *quinzaine de condamnations* pour vagabondage, bris de clôtures, ivresse publique, cris séditieux, etc. Il a fait de plus trois séjours dans des asiles d'aliénés : au Bon-Sauveur de Caen, à Quatre-Mars, à Pontorson. Il sortait, à son entrée à l'asile, de la prison d'Angers.

Certificat du Dr Feillé, 28 mai 1895 : Le nommé B...,

est atteint d'aliénation mentale, caractérisée par des idées délirantes de grandeur et des divagations continues, se dit le fils de Napoléon III, créancier du Préfet, etc.

OBSERVATION XXVII. — Paul M..., 35 ans, condamnation à deux mois de prison pour vagabondage, le 2 mars 1891. Transféré de la Santé à l'Infirmerie spéciale quinze jours après le jugement.

OBSERVATION XXVIII. — Frédéric P..., 40 ans, entré à Mazas comme prévenu de vagabondage le 19 janvier 1891. Transféré à l'Infirmerie spéciale après vingt-sept jours de prévention. Il dit qu'il a été conseiller municipal de Paris et maire de Neuilly, qu'il est actuellement rédacteur au journal *l'Estafette*, où il gagne 6.000 francs par mois. Demande à être mis en liberté pour voir les belles dames passer sur l'Arc de Triomphe, etc. Envoyé à Sainte-Anne, comme paralytique général.

OBSERVATION XXIX. — Georges H..., 38 ans. Entre à Mazas le 16 février 1891, sous l'inculpation de vagabondage et filouterie. Transféré à l'Infirmerie spéciale après dix-neuf jours de prévention. Envoyé à Sainte-Anne.

OBSERVATION XXX. — François M..., 38 ans. Condamnation à cinq ans de prison pour faux. Transféré de la Santé à l'Infirmerie spéciale vingt-cinq jours après le jugement.

OBSERVATION XXI (Dr Garnier). — M..., 49 ans, industriel, est inculpé de faux en écritures commerciales; on l'accuse d'avoir transporté un timbre d'une quittance sur une

autré. Atteint d'ataxie locomotrice depuis six ans et consécutivement de paralysie générale depuis près d'un an il se trouvait au moment de sa comparution devant la cour d'assises dans un état qui s'imposait à l'attention. Il avait tout oublié; il articulait mal les mots et balbutiait des réponses confuses aux questions du président. Le ministre public ne crut ni à ses défauts de mémoire ni à son inconscience; son bredouillement fut signalé comme purement intentionnel et l'on ne manqua pas de lui dire qu'il aggravait sa situation par son attitude, ce qui ne le toucha guère. Bref une condamnation à cinq années d'emprisonnement fut prononcée contre ce paralytique général, que l'administration des prisons était contrainte d'envoyer trois ou quatre jours plus tard à l'Infirmierie spéciale. Jem'empressai de faire diriger sur l'asile Sainte-Anne ce malheureux dont l'état ne pouvait faire doute; arrivé presque à la période du gâtisme il racontait avec un sourire béat que ses parents étaient empereurs de la Gaule et qu'il allait épouser la duchesse de Berry.

OBSERVATION XXXII (Foville). — L. F..., 62 ans. Condamnation à un mois de prison pour flagrant délit d'escroquerie, 2 juillet 1876 (Le Havre). Aliénation reconnue pendant la durée de la peine. Envoi à l'Asile. Mort dans le marasme paralytique trois mois après la condamnation.

OBSERVATION XXXIII (Foville). — M... Condamnation pour abus de confiance à quatre mois de prison, pendant l'accomplissement de cette peine, nouvelle poursuite pour faux. Envoi devant la Cour d'Assises. Doutes sur l'intégrité intellectuelle. Expertise médico-légale établissant l'existence d'une paralysie générale dont le début est antérieur à la première condamnation.

ATTENTIATS A LA PUDEUR. ABERRATION SEXUELLE.

M. le professeur von Krafft-Ebing insiste sur la nécessité de soumettre à l'examen d'experts médicaux tous ceux qui se sont rendus coupables de délits ou crimes sexuels. L'acte délictueux ne peut jamais à lui seul indiquer son origine pathologique ; n'a-t-on pas observé les perversions les plus monstrueuses chez des individus en apparence sains d'esprit : les observations qui suivent en sont un exemple. Un examen clinico-anthropologique complet est seul capable de trancher la question d'immoralité ou de psychopathie.

OBSERVATION XXXIV. — Charles R..., 44 ans, entré à Sainte-Anne le 14 janvier 1891, accusé d'attentat à la pudeur sur sa fille âgée de 15 ans, il était entré à Mazas le 26 novembre 1890. Il est très riche, possède dix-neuf millions, deux châteaux, le café de la Paix et plusieurs maisons sur le boulevard Haussmann. Il est médecin ; il fait partie de l'Académie française, etc. Le diagnostic de paralysie générale formulé déjà dans le certificat de M. Paul Garnier n'est pas douteux. L'état du malade ne tarde pas à s'aggraver, il devient gâteux, tombe dans le marasme et meurt le 10 février, c'est-à-dire trois semaines après son internement. L'autopsie a confirmé le diagnostic de paralysie générale.

OBSERVATION XXXV (D^r Garnier). — Jean-Marie P..., 26 ans, Aberration sexuelle. Vols de mouchoirs de femmes. Quatre condamnations.

Surpris dans la matinée du 19 décembre 1890 aux Halles centrales, fouillant dans les poches d'une marchande de volailles. Quelques jours auparavant avait été vu fouillant dans la poche d'une dame. On avait continué de l'observer lui supposant une autre intention que celle de voler un mouchoir ; mais P... s'était aussitôt esquivé. Arrêté cette fois et conduit au commissariat il ne fit aucune difficulté d'avouer le vol du mouchoir qu'on avait trouvé d'ailleurs sur lui. Il ajouta : « J'en ai pris bien d'autres, je n'ai jamais volé que des mouchoirs, c'est une manie que j'ai. Il a été condamné quatre fois par des faits du même genre en 1880, puis en 1885 à cinq mois de prison, en 1888 à huit mois, en 1889 à treize mois. Jusqu'ici on l'avait considéré comme un simple « voleur à la tire » et il n'avait pas osé protester, honteux d'avouer les mobiles qui le déterminaient à voler. P... est un jeune homme d'aspect timide et gauche, de physionomie lourde et naïve. Esprit peu ouvert, il a toujours montré peu de goût pour l'étude. De bonne heure il avait contracté des habitudes d'onanisme. « Sa manie » le possède, dit-il, depuis l'âge de 16 ans il a volé des centaines de mouchoirs pour satisfaire sa passion. « C'était plus fort que lui. » Au cours d'une perquisition opérée chez lui on a découvert 34 mouchoirs marqués d'initiales différentes. Depuis 10 ans, le besoin de dérober des mouchoirs de femmes, surtout de toile fine ou de batiste, a été sa préoccupation constante. Lorsqu'il a pu s'emparer d'un mouchoir (et pour arriver à ce but il se glisse dans la foule, se mêle aux dames qui se pressent aux stations d'omnibus, etc.), il se sent infiniment heureux. Il entre aussitôt en érection... il a hâte d'arriver au soir, c'est-à-dire à l'heure du coucher. Il dispose alors le mouchoir dans son lit et au premier contact de ses organes génitaux avec ce carré de linge l'excitation génésique est telle que l'éjaculation se produit presque instantanément. Le lende-

main P... jette n'importe où ce mouchoir souillé de sperme; il ne lui attache plus de valeur; pour le retour de l'orgasme vénérien il lui faudra un nouveau mouchoir de femme. S'il faut l'en croire, les pratiques d'onanisme n'ont lieu que dans ces conditions. « Si je n'ai pas de mouchoir, dit-il, je n'y pense pas. » D'autre part, P... n'a jamais été attiré vers les relations sexuelles, la femme le laissait indifférent : il n'a jamais pratiqué une seule fois le coït. Un jour des camarades l'avaient emmené dans une maison de tolérance mais aucune excitation ne put triompher de sa frigidité; cependant les organes génitaux ont chez lui un développement normal.

OBSERVATION XXXVI (Dr Garnier). — Ch..., journalier, 43 ans. Aberration sexuelle. Trois condamnations. Vols de tabliers blancs, dont la vue et le contact déterminent chez le sujet la production de l'orgasme vénérien. Le 21 mars 1890 il est surpris en flagrant délit de vol : il venait de dérober à l'étalage extérieur d'un petit magasin de nouveautés de l'avenue du Maine un mannequin revêtu d'une longue matinée blanche. Le marchand, dont il ne semble pas qu'il ait pris grand soin de se cacher, avait facilement pu l'appréhender au moment où il s'enfuyait avec l'objet encombrant dont il s'était emparé.

OBSERVATION XXXVII (Dr Garnier). — Eugène M..., 25 ans. Aberration du sens génésique. A 15 ans, pour la première fois, en voyant une femme se peigner, il entra en érection et éprouva une sensation bizarre. Depuis lors il pensait à chaque instant aux cheveux flottants et recherchait l'occasion d'en voir, à cause du plaisir particulier que cette vue lui procurait. La vue des chevelures, quelle que soit leur couleur, suffisait à la satisfaction de son appétit maladif jusqu'à ces temps derniers ; mais depuis

trois ou quatre mois l'idée lui est venue de couper les cheveux pour les posséder. Son intention, en s'emparant de cheveux appartenant à des femmes, était de les emporter chez lui, dit-il, et en l'absence de son frère, de se masturber en les voyant à côté de lui. Arrêté sur le boulevard des Italiens le 17 mars 1890, jour de la mi-carême, au moment où il venait de couper une bouclé de cheveux de vingt centimètres environ à une jeune fille de quatorze ans qui avait les cheveux flottants sur les épaules et se promenait en compagnie de sa mère. On le trouva porteur de trois morceaux de papier repliés plusieurs fois et renfermant des cheveux de femmes qu'il a avoué avoir coupés dans la journée. Condamné il y a huit ans à trois mois de prison pour des faits de même ordre : une visite médicale lui eût évité cette condamnation.

DÉBILITÉ MENTALE

OBSERVATION XXXVIII (personnelle). — Théophile C..., 23 ans, entre à Sainte-Anne le 19 septembre 1894. A subi en 1887 une première condamnation à 8 jours de prison pour vagabondage. Depuis cette époque, 12 condamnations pour le même motif ; n'a été soumis à l'examen de M. le Dr Garnier qu'après la dernière condamnation. C... est fils d'alcoolique et compte dans son hérédité paternelle un suicidé et un aliéné ; il a eu des convulsions infantiles. Son père ivrogne, le renvoie à 16 ans de la famille, il part sans ressources pour Lyon, à son arrivée il est arrêté sur un pont et condamné à 8 jours de prison : à sa sortie il ne peut trouver de travail et est arrêté plu-

sieurs autres fois. Placé à la maison de correction de Saint-Genest, il s'en évade et est réintégré peu après. Ses parents l'appellent à Paris, mais son père le chasse à nouveau. C... alors, mendie le jour et couche la nuit sur les fortifs. Il répond avec docilité à nos interrogations. Les certificats des Drs Legras et Pactet le déclarent atteint de débilité mentale avec stigmates physiques de dégénérescence, discernement insuffisant, perversion et vagabondage instinctifs.

OBSERVATION XXXIX (personnelle). — Pierre G..., charbonnier, 42 ans. Entré à Sainte-Anne, le 14 septembre 1894. En mai 1890, G... est condamné pour coups et blessures à trois mois de prison (Mazas). Vers la fin de l'année 1890, 15 jours de prison à la Roquette, pour ivresse. En janvier 1891, un mois de prison à Mazas, pour port d'armes prohibées. Nous trouvons ensuite : une condamnation à un mois de prison pour coups et blessures ; une condamnation à deux mois pour coups et blessures ; enfin en août 1894, une condamnation à quatre mois de prison pour le même motif. G... est enfin envoyé à la Santé, au Dépôt de la préfecture de Police, à Sainte-Anne, enfin, G... est atteint de débilité mentale avec idées délirantes de persécution dont le début paraît remonter à cinq ans environ (c'est-à-dire à *une époque antérieure à la première condamnation*). Quand nous l'interrogeons, il nous dit : que sa femme le trompe et le vole, qu'elle constitue avec son beau frère et la préfecture de police une bande noire qui agit contre lui. Sa femme le vole pour faire construire des maisons : il ne dit pas trop lui en vouloir, car elle veut sans doute lui ménager une surprise ; cependant sa femme l'a fait enfermer, il demande que la plaisanterie cesse. Il est prévenu de tous les faits et gestes de ses ennemis par sa seule observa-

tion. Idées de grandeur ; il est millionnaire tout au moins par ses revenus. Antécédents alcooliques.

OBSERVATION XL (personnelle). — Jean-Baptiste L..., 29 ans, entre à Sainte-Anne le 11 octobre 1895, a subi cinq condamnations dont quatre pour vol :

1° Vol d'une paire de bottines (6 mois P.).

2° Vol à une vitrine qu'il dévalisa (2 mois).

3° Soustraction de vin à un tonneau sur les quais (2 mois).

4° Même délit (4 mois).

5° Une condamnation à deux mois pour ivresse et insultes aux agents.

Antécédents. — Présente des stigmates de dégénérescence : c'est un scrofuleux, les lèvres et le nez sont épaissis. Prognathisme supérieur et antérieur, voûte palatine ogivale. Aux joues et au coin des lèvres la peau est épaissie. Taches de rousseur. Barbe et sourcils très rares, doigts terminés carrément et épaissis à leurs extrémités. A eu une double otite sèche et consécutivement des hallucinations de l'ouïe ; pupilles inégales, mydriase droite.

Antécédents alcooliques anciens (vin, eau-de-vie, absinthe). Déclare qu'il a été un mauvais sujet parce que son père l'a mis à quatorze ans à la colonie de correction de Bologne (Haute-Marne). Il accuse le séjour dans cette colonie comme cause de ses vices.

Certificat du 9 octobre 1895 : Dr Paul Garnier. Alcoolisme, dépression mélancolique, idées de tentatives de suicide. Illusions et hallucinations. Terreurs. Scènes désordonnées à son domicile où il jetait les objets par la fenêtre en criant : « à la garde ». Il déclare qu'on l'électrise, qu'on empoisonne sa nourriture et refuse ses aliments. Inégalité pupillaire.

OBSERVATION XLI (personnelle). — A... Joseph, 43 ans, journalier. Entré à l'asile de Saint-Gemmes-sur-Loire, le 27 novembre 1892. Pas de renseignements sur ses antécédents héréditaires.

Diagnostic. — Débilité mentale avec affaiblissement du sens moral, impulsions irrésistibles.

Au dire de sa femme et de ses voisins le malade était halluciné depuis plusieurs années et par conséquent bien avant les condamnations qu'il a subies et qui sont au nombre de quatre :

- 1° Pour vol de récoltes ;
- 2° Tentative de vol et détentions d'engins prohibés ;
- 3° Vol de récoltes ;
- 4° Violence.

Certificat du D^r Legludic : A... est un malade, un aliéné dont les manifestations morbides prédominent dans la sphère morale et se caractérisent par des troubles dans les sentiments et dans les actes.

OBSERVATION XLII (personnelle). — Marie R..., condamnée le 23 janvier 1895 à huit jours de prison avec application de la loi Bérenger pour avoir, le 4 décembre 1894, dérobé différents objets au Bon-Marché, au Louvre, au Printemps. Le témoin qui la fait arrêter dépose en justice qu'elle ne se cachait pas, enveloppant ostensiblement les objets dérobés dans une toilette qu'elle portait à la main et d'où dépassait même le manche d'une lavette.

Le 17 octobre entre au Louvre et dérobe de menus objets : elle est arrêtée.

A la demande du père une expertise médicale est pratiquée et M. le D^r A. Voisin commis à cet effet conclut que : « l'inculpée R... est atteinte de débilité mentale de cause héréditaire qui a été aggravée par une fièvre typhoïde et qui est caractérisée par des absences plus ou

moins complètes pendant lesquelles elle peut commettre des actes dont elle ne se rend pas compte. Que dans ces conditions elle ne paraît pas devoir être considérée comme responsable ».

La première condamnation, pour minime qu'elle soit, aurait cette fois encore été évitée par un examen médical. De cette observation nous tenons surtout à retenir que l'expertise a été demandée par le père, qui lui-même est atteint d'aliénation mentale caractérisée par des idées de grandeur, des idées de persécution et de délire mystique. Le fait de l'examen mental d'un aliéné demandé par un autre aliéné, se passe de commentaire et : nous n'aurions pas eu à constater cette énormité si l'inspection médicale que nous demandons pour chaque inculpé avait été pratiquée.

OBSERVATION XLHI (personnelle), recueillie à l'asile de Sainte-Gemmes-sur-Loire. — J... Eugénie, 42 ans. Pas d'antécédents connus. A eu onze enfants ; six sont morts : une fille à 15 ans, par accident, les cinq autres en bas âge. — Des cinq suivants :

1° Une fille, 22 ans, prostituée.

2° Une fille, 17 ans, prostituée.

3° Un garçon, 16 ans, placé à Mettray pour pédérastie.

4° Un garçon, 12 ans, placé dans une maison de correction pour vol.

5° Un garçon, 7 ans.

Alcoolisme invétéré depuis une dizaine d'années : trois condamnations pour ivresse publique. — Conduisait elle-même ses filles dans les maisons publiques.

Incohérence générale, désordre dans les actes. Violence : a voulu tuer son mari à coup de hache. Hallucinations nocturnes, voit des voleurs, des chevaux blancs, etc.

Certificat du Dr Hébert, 25 juillet 1895, la déclare atteinte d'aliénation mentale (alcoolisme).

A son entrée présente de l'excitation maniaque avec affaiblissement des facultés intellectuelles, mobilité des sentiments, idées de richesse. Elle présente de l'inégalité pupillaire.

ENQUÊTE DE M. H. MONOD (Observations).

(La lettre C = Condamnation et la lettre T = Transfert de la prison à l'asile).

Répartition des 271 aliénés condamnés suivant la nature de leur maladie.

Démence	20
Paralysie générale	58
Alcoolisme chronique	4
Imbécillité.	8
Idiotie	2
Délire de persécution	10
Manie, excitation maniaque	16
Lypémanie, mélancolie, dépression mélancolique	12
Epilepsie et hystérie	21
Alcoolisme.	7
Dégénérescence mentale	16
Débilité mentale; faiblesse intellec- tuelle	85
Délire chronique.	2
Renseignements non fournis sur le caractère de l'aliénation men- tale.	30
	271

Démence.

N° 114. — 38 ans, est malade depuis 1876 (d'après rapports de deux directeurs) depuis cette époque à 9 décembre 1886 a subi dix condamnations (vagabondage, vols, coups, bris de clôtures; falsification de livrets et certificats D. C. 9 décembre 1886, quatre mois de prison et relégation perpétuelle. Transféré à l'Asile le 7 août 1888.

N° 216. — 63 ans. Vagabondage, deux mois de prison. C. 5 novembre 1890. T. 19 novembre 1890.

N° 243. — 37 ans. Outrages aux agents, deux mois et quinze jours de prison.

C. le 15 mai 1886. T. 20 juillet 1886.

N° 260. — 48 ans. Filouterie d'aliments, un mois de prison. C. 24 novembre 1886. T. 7 décembre 1888.

N° 264. — 55 ans. Mendicité, quinze jours de prison. C. 11 décembre 1888. T. 21 décembre 1888.

Paralysie générale.

N° 52. — 30 ans. Mutilation d'arbre, six mois de P.

C. 22 juin 1888. T. 5 décembre 1888.

N° 113. — 38 ans. Vol. Trois mois de P.

C. 9 mai 1888. T. 27 mai 1888.

N° 151. — 42 ans. Vol. Six mois de P.

C. 29 avril 1889. T. 3 juin 1889.

N° 159. — 44 ans. Vagabondage. Trois mois de P.

C. 9 juillet 1889. T. 31 juillet 1889.

N° 160. — 44 ans. Vol. Quatre mois de P.

C. 9 novembre 1886. T. 15 février 1887.

N° 171. — 46 ans. Vagabondage et vol. Six mois de P.

C. 6 février 1891. T. 29 avril 1891.

N° 180. — 47 ans. Vol et abus de confiance. Quatre mois de P. C. 16 avril 1887. T. 16 mai 1887.

N° 215. — 62 ans. Vol. Trois mois de P.

C. 26 mars 1890. T. 24 mai 1890.

N° 236. — 31 ans. Vol. Deux mois de P.

D. 9 mai 1887. T. 22 juin 1887.

N° 266. — 56 ans. Vol. Condamnation inconnue.

C. 9 septembre 1887 (certificat de médecin de prison établit que dès octobre 1887 était atteinte de démence paralytique très prononcée). T. 30 septembre 1887.

Débilité mentale. Imbécillité. Idiotie.

N° 3. — 16 ans. Vol. Quatre mois de P. (Condamnation confirmée en appel). C. 4 juin 1886. T. 20 août 1886.

N° 29. — 26 ans. Dépenses non payées chez un aubergiste. 23 jours P. C. septembre 1889. T. 6 février 1890.

N° 51. — 30 ans. Vagabondage. Condamnation : inconnue. T. 4 décembre 1886. A subi 16 condamnations, la première en 1875, à 19 ans, la dernière le 22 avril 1886, pour vagabondage, mendicité, rupture de ban, vol et outrage à la pudeur. Il est à peu près certain que l'examen fait en 1875 eut donné le même résultat et eut évité au malade une longue série de condamnations.

N° 62. — 32 ans. Vagabondage, neuf mois et un jour de P. C. 11 juillet 1890. T. : 4 octobre 1890.

(Rapports du directeur : Idiotie congénitale, glouton, malpropre. Vie purement animale, aucun sens moral. Vocabulaire très restreint, articulation des mots difficile. Inconscience manifeste. Etat antérieur à la condamnation. Mort le 16 novembre 1891).

N° 70. — 33 ans. Escroquerie. Six mois de P.

C. 17 février 1890. T. 23 juin 1890.

(Rapport du directeur : avait déjà été traité à l'asile d'aliénés comme militaire venant des travaux publics.

N° 112. — 38 ans. Fraude envers un restaurateur, six mois de P. C. 18 juin 1887. T. 18 décembre 1887.

A subi huit condamnations dont six pour filouterie d'aliments.

N° 139. — 41 ans. Incendie. Date de condamnation inconnue, cinq ans de réclusion. T. 23 mai 1888.

N° 200. — 52 ans. Vagabondage. Cinq mois de P.

C. 21 octobre 1887. T. 15 mars 1888.

Rapport : débilité intellectuelle avec impulsions irrésistibles ; état congénital aggravé par l'alcoolisme.

A dix ans avait obsessions. Soigné tout jeune pendant quelques jours dans une maison de santé pour folie morale. A dix-sept ans, autre séjour dans un asile d'aliénés (trois mois). Au régiment, passe au conseil de guerre pour insubordination. Rentré dans la vie civile, 43 condamnations pour vagabondage.

Rapport : « comme tous les aliénés atteints de folie « morale, écrit le directeur, ce malade ne manifestait sa « folie que par ses actes. Quand on l'interrogeait, il « parlait et raisonnait d'une façon suivie, ce qui explique « les nombreuses condamnations qu'il a subies ».

Mais ce qui ne s'expliquerait pas, ajouterons-nous, si dès la première poursuite il avait été examiné par un médecin compétent.

N° 245. — 38 ans. Outrage public à la pudeur, un an de P. C. 27 juin 1867. Entrée à l'asile 10 septembre 1887.

Bien que cette malade ne soit entrée à l'asile que longtemps après sa condamnation, le directeur croit pouvoir affirmer que lors de cette condamnation elle était déjà aliénée et irresponsable.

Rapport : « elle est, dit-il, atteinte d'imbécillité avec

« perversion instinctive. Cet état est nécessairement con-
« génital. Il eut pu être constaté à l'époque où elle a
« commis les délits et donner lieu à un placement immé-
« diat à l'asile, si la prévenue avait été soumise à une
« expertise médico-légale ».

Dégénérescence mentale.

N° 63. — 32 ans. Vagabondage. 4 mois de P.

C. 28 février 1890. T. 8 mai 1890.

« Folie avec idées de persécution. Dégénérescence
« manifeste, physique et intellectuelle. Asymétrie crâ-
« nienne. Exubérance des instincts. Faiblesse d'esprit
« congénitale. Divagations absurdes. Hallucinations.
« Réformateur de la société. Persécuté, persécuteur.

N° 64. — 32 ans. Vagabondage. Deux mois de P.

C. 15 novembre 1886. T. 13 janvier 1887.

« Dégénéré, imbécile. Son affection mentale étant con-
« génitale entraînait à mon avis l'irresponsabilité »
(Rapport du directeur).

N° 72. — 33 ans. Refus d'obéissance, insubordination.

Condamnation à deux reprises différentes à un an au
pénitencier. Date du transfert à l'asile inconnue.

« Aliéné héréditaire totalement » (Rapport du direc-
teur).

Grand-père paternel alcoolique, grand'mère mater-
nelle aliénée. A 17 ans chute grave sur la tête. Engagé
volontaire, se livra au régiment à de telles extravagances
qu'un de ses chefs déclara que « il eût été fusillé si l'on
n'avait pas reconnu qu'il ne jouissait pas de son bon
sens » il eut deux condamnations. Le directeur ajoute :
« Il est évident que ce malade est « depuis fort longtemps
aliéné, qu'il eut dû être réformé « pendant son service

militaire et interné dans un asile. « Cette mesure eut empêché le parricide commis par « cet inconscient. »

(Avait été mis en observation à l'asile à la suite d'un parricide).

Epilepsie et hystérie.

N° 2. — 16 ans. Coups et blessures, bris de clôtures, menaces. 4 ans de détention. C. 12 août 1885. T. 29 juin 1889.

« Atteint de débilité mentale congénitale. Transféré de « la colonie des Douaires pour cause de manie épileptique » (Rapport du directeur).

N° 9. — Excitation de mineurs à la débauche. Huit mois de P. C. 30 août 1886. T. 3 septembre 1886.

« Admis à la suite d'un certificat du médecin de la « prison, constatant qu'il est atteint d'épilepsie avec délire « et tendance au suicide. »

N° 105. — 37 ans. Vol. Un an de prison.

C. 8 février 1889. T. 23 juin 1889.

« A été amené en proie aux dernières manifestations « d'un violent accès de manie aiguë épileptique. »

N° 172. — 46 ans. Escroquerie. Cinq ans de P.

C. 8 mars 1888. T. 19 février 1889.

« Grande hystérie, très ancienne, nous n'hésitons pas à « penser que ce malheureux a été victime d'une erreur « judiciaire » (Rapports de deux directeurs).

Ce malade a de 1878 à 1888 subi 6 condamnations pour escroquerie ou pour vol à six mois, un an, quatre mois, quinze mois, cinq ans et encore cinq ans d'emprisonnement. Appartient à une famille honorable ; a été ingénieur, conseiller de préfecture, chef de cabinet de préfet.

Manie.

N° 150. — 42 ans. Filouterie d'aliments. Quatre mois de P. C. 20 mars 1890. T. 26 avril 1890.

La conviction du directeur et qu'il était irresponsable au moment de l'acte délictueux et qu'un examen médico-légal eut évité la condamnation. Sorti le 7 avril 1891, mais avec un casier judiciaire.

N° 192. — 51 ans. Vol. Trois mois de P.

C. 18 octobre 1887. T. 8 novembre 1887. — Mort le 14 novembre de manie aiguë et d'épuisement nerveux.

N° 247. — 40 ans. Outrage public à la pudeur. Quatre mois de P.C. 27 avril 1887. T. 17 août 1887.

Précédemment condamnée le 22 avril 1887 à un mois de P. pour vol. Sortie guérie le 31 octobre 1887.

N° 253. — 42 ans. Vol. C. par cour d'assises à deux ans de P. le 24 octobre 1888 T. 9 décembre 1888. Présentait un accès de manie aiguë quand elle a commis les vols pour lesquels elle a été condamnée, avait été atteinte de manie semblable du 14 mars au 20 novembre 1876. Sortie guérie 7 septembre 1889, avec un casier judiciaire.

Lypémanie. Dépression mélancolique.

N° 27. — 25 ans. Filouterie, six mois de prison.

C. 2 novembre 1887. T. 27 janvier 1888.

« Dépression mélancolique avec hallucinations et idées de persécution », avait déjà été interné dans deux asiles avant sa condamnation.

N° 65. — 32 ans. Assassinat de deux personnes, travaux forcés à perpétuité.

Date de condamnation inconnue. T. 20 avril 1890.

Transféré sur certificat de médecin d'un pénitencier agricole : ce certificat le déclarait atteint d'aliénation mentale et très dangereux (lypémanie avec délire des persécutions et idées d'empoisonnement).

N° 90. — 35 ans. Bris de clôture, un an de P.

C. 22 février 1887. T. 27 mai 1887.

« Dépression mélancolique avec idées de persécution et hallucination de l'ouïe. Tendance à la démence. »

N° 230. — 26 ans. Vol. Trois mois de P.

C. 12 octobre 1888. T. 26 octobre 1888.

N° 271. — Age inconnu. Vol. Trois mois de P.

C. 14 avril 1886. T. 27 avril 1886. Faiblesse intellectuelle, lypémanie. La malade avait déjà passé dix-huit mois dans un asile pour cause de folie mélancolique avec stupéur.

Délire chronique.

N° 57. — 31 ans. Vol. Trois mois de P.

C. 1^{er} avril 1887. T. 4 juin 1887.

« Traité une première fois à l'asile du 21 mai au 30 juillet 1884. Était atteint de délire chronique. A tous les jours été l'objet de persécutions déterminées par des hallucinations sensorielles. C'est sous l'influence de ces persécutions délirantes qu'il a commis les actes qui ont amené sa condamnation (rapport du directeur).

On aurait pu, au cours de l'instruction, apprendre que l'inculpé avait été interné trois années auparavant.

N° 89. — 35 ans. Coups et blessures, violences. Sept mois de P. C. 6 juin 1889. T. 28 décembre 1889.

« Folie avec idées de persécution. Hallucinations sensorielles entretenant le délire. Condamné pour violence contre des ennemis imaginaires. L'acte pour lequel il a

« été condamné n'a été qu'une manifestation morbide.

N° 154. — 42 ans. Grivelerie. Menaces d'incendie. Quatre mois de P. C. en 1887. Date du transfert inconnue.

« Pendant son service militaire, a subi deux condamnations ; depuis 1887 : Vingt-deux condamnations civiles. Le médecin de la maison d'arrêt le déclare atteint de folie des grandeurs.

N° 217. — 63 ans. Outrage public à la pudeur. Six mois de P. C. 15 octobre 1886. T. 1^{er} juillet 1890.

« Délire partiel. Idées de persécution. Idées de grandeur. Hérité collatérale. Une sœur de son père était alcoolique et névropathe. »

N° 251. — 40 ans. Diffamation, menaces aux magistrats. C. 23 mars 1888. T. 11 mars 1890.

« Délire de persécutions, poursuivie une seconde fois pour des faits analogues à ceux qui avaient motivé sa condamnation, on eut l'idée de la faire examiner par un médecin légiste.

N° 258. — 47 ans. Escroquerie et vagabondage. Onze mois de P. C. 27 novembre 1889. T. 30 août 1886. Délire des persécutions avec hallucination de l'ouïe. La condamnation de novembre 1886 était la troisième frappant cette malade.

N° 136. — 40 ans. Mendicité, trois mois de P.

C. 21 mai 1888. T. 1888.

« Interrogé à l'asile, il ne s'expliquait pas qu'ayant de l'argent en poche, il ait pu mendier. En 1886, il avait sauté d'un deuxième étage, chute suivie de perte de connaissance et de mémoire. L'état de folie était antérieur à la condamnation. Sorti guéri le 4 septembre 1888, mais pourvu d'un casier judiciaire. »

CHAPITRE IV

INSPECTION MÉDICALE DES INCULPÉS

Et maintenant que nous avons vu les déplorables résultats de la législation actuelle, après avoir indiqué le mal, nous devons examiner s'il existe un remède.

M. le Dr P. Garnier au Congrès d'anthropologie criminelle de Bruxelles en 1892, disait :

« En un mot, il semble que, en la matière qui nous occupe, on ne saurait guère échapper à ce dilemme :

Si la compétence légale du juge d'instruction peut lui permettre de descendre sur le terrain médical et de discerner les signes susceptibles de motiver une expertise il est de toute vérité qu'il doit acquérir une compétence technique corrélative.

Et dès lors, il serait urgent de s'inquiéter de lui en faciliter les moyens.

Si, au contraire, le juge d'instruction reste étranger à ces connaissances spéciales, il conviendrait, afin d'alléger sa responsabilité et d'obvier à des

erreurs comme celles qui ont été signalées, de confier à une visite médicale le soin de distinguer dans la foule des prévenus, ceux qui par l'existence de certains symptômes plus ou moins saillants, doivent être l'objet d'une étude médicale approfondie. »

Dans le but d'augmenter la compétence du juge d'instruction le professeur Lombroso a proposé l'organisation dans les prisons de *cliniques criminelles* les juristes seraient ainsi familiarisés avec les diverses formes d'aliénation mentale que l'on peut rencontrer chez les délinquants. — De son côté, l'éminent directeur de l'assistance et de l'hygiène publiques, dans le rapport que nous avons examiné au chapitre précédent, disait : Un des moyens d'éviter ces erreurs serait que les juges d'instruction possédassent certaines notions indispensables pour discerner l'opportunité d'avoir recours à un examen médical. Au deuxième Congrès d'anthropologie criminelle un membre des plus distingués de la Cour de Paris, M. Sarraute, disait à ce sujet : « Si le juge d'instruction ordonne des expertises, il faut bien qu'il soit à même d'en juger les résultats par des connaissances spéciales ».

D'autre part M. le Dr Næcke d'Hubertusburg nous écrivait il y a quelques semaines : « Je crois être l'interprète de la plupart de mes collègues en formulant cette thèse que les juristes doivent déjà s'occuper obligatoirement à l'Université des maladies mentales pour en avoir au moins une idée générale et comprendre l'expertise du médecin. Le projet de M. Lombroso d'instituer des cliniques criminelles dans les prisons pour les juristes et médecins est excellent. »

Dans le même sens M. le professeur *Kirn*, de Fribourg en Brisgau estime que les cliniques criminelles du professeur de Turin sont très recommandables mais il fait néanmoins cette restriction, qu'en aucun cas l'avis du médecin ne peut être remplacé par celui du magistrat.

A la vérité, l'institution de ces cliniques, grâce auxquelles le magistrat pourra acquérir des notions de pathologie mentale, semble une concession faite à la médecine, une amélioration à l'état de choses actuel. Mais, s'est-on bien pénétré des conséquences qui peuvent en résulter? Nous avons assez insisté sur l'importance de l'examen psycho-moral des inculpés, sur les difficultés de cet examen qu'un médecin seul peut mener à bonne fin; nous avons vu que souvent Lasègue, M. le professeur Brouardel, et d'autres ont avoué leurs hésitations en pareil cas et nous ne pouvons admettre que jamais un magistrat remplace utilement un médecin. Et cependant qu'arrivera-t-il? Le magistrat au sortir de la clinique criminelle, se croira suffisamment armé pour demander ou refuser, pratiquer au besoin un examen mental, le médecin expert sera de plus en plus éliminé et son autorité de plus en plus contestée. Qu'aura donc été néanmoins l'instruction de pathologie mentale donnée au magistrat? excellente peut-être, mais assurément inférieure à celle qu'aura acquise le médecin qui pendant de longues années aura suivi le cours d'anatomie, de physiologie, de pathologie, et qu'une pratique de tous les jours aura rompu au diagnostic.

Nous citons plus haut les paroles de M. Sarraute : « Si le juge d'instruction ordonne des expertises il faut bien qu'il soit à même d'en juger les résultats par des connaissances spéciales. » Eh ! bien oui, ces connaissances spéciales, quand il les aura acquises, serviront au magistrat à « *juger les résultats* », à contrôler l'avis du médecin et à le réformer peut-être. Le danger est grand et il faut l'éviter. Encore une fois, nous le répétons, le médecin seul peut être juge de l'état mental de l'inculpé et cet examen doit devenir obligatoire. Qu'une fois ce résultat acquis l'on enseigne aux magistrats les rudiments de la pathologie mentale ce sera utile assurément, mais nous ne pouvons accepter que l'instruction donnée par les cliniques criminelles puisse être une arme aux mains des juristes, que la médecine légale voie changer sa tutelle actuelle pour une servitude complète et que le protectorat qu'on lui fait subir devienne une annexion.

Nous sommes amené maintenant à cette grave question de l'examen médico-légal de chaque inculpé. — Est-elle donc en réalité aussi grosse de difficultés qu'on s'est plu à le répéter ? Pour les psychologues et les aliénistes c'a été un idéal, un rêve, il leur semblait et il paraît encore aujourd'hui à beaucoup d'entre eux que la chose ne peut être réalisée. Tous sont d'accord pour considérer l'expertise médicale étendue à tous les inculpés comme désirable au nom de la raison et de la justice, mais il en est peu qui osent actuellement formuler une telle

réclamation. Le chevalier *Roméo Taverni*, professeur de l'Université de Câtane, nous écrivait :

« On pourrait rendre obligatoire la demande d'expertise médicale dans tous les cas de récidive « spécifique » et il ajoutait : « pour le moment je « n'exigerais davantage, vu, en espèce, la méfiance « des hommes de la loi en face des hommes de la « médecine sur le champ de l'appréciation des causes intérieures de la criminalité et de la responsabilité. »

De ces vœux exprimés par le savant italien il résulterait que par cette expertise en cas de récidive, l'on se mettait à l'abri d'un assez grand nombre des erreurs que nous avons mentionnées, mais ce n'est qu'un acheminement vers ce que nous sommes en droit de demander. Si en effet l'expertise, faite en cas de récidive, démontre que le sujet est irresponsable elle établira en même temps qu'il a été puni injustement pour les premiers délits.

Enfin l'on sent bien que le Dr *Taverni* voudrait l'expertise obligatoire pour chaque inculpé, mais qu'il n'ose la demander.

Tel serait aussi le désir du Dr *Næcke* d'Hubertusburg qui a bien voulu nous formuler son opinion en ces termes :

« Sans doute l'examen médico-légal de chaque « inculpé serait désirable mais à mon avis impossible parce que : 1° les juristes s'y opposeront de toutes leurs forces; et que 2° le travail et les frais « seraient énormes. Mais je réclame qu'un médecin

« aliéniste soit demandé dans chaque cas grave e
« dans les cas de récidive. »

M. *Pelman* de Bonn ne pense pas qu'en Allemagne du moins, l'examen médical de chaque inculpé soit réalisable, et il invoque les difficultés matérielles qui empêchent ce résultat, mais il estime du moins qu'il faudrait pratiquer cet examen dans le cas d'épilepsie, d'alcoolisme chronique, de morphinisme et dans chaque cas de récidive où on a précédemment trouvé une disposition psychiatrique spéciale.

Nous trouvons ici encore les mêmes craintes et le même désir que plus haut et nous formulerons les mêmes objections.

M. le professeur *Wille* estime qu'une expertise médicale devrait toujours être pratiquée pour les inculpés dont l'intégrité mentale est douteuse et pour ceux dont le crime peut entraîner la peine capitale.

M. le professeur *Ladame* de Genève nous écrit :
« l'examen psychiatrique de chaque prévenu, prati-
« qué par un médecin spécialiste, devrait, à mon avis,
« faire partie nécessairement des documents réunis
« par l'enquête du juge. Vous voyez combien j'ap-
« plaudis à la demande que vous vous proposez de
« faire. »

..

Nous ne pouvions mieux faire afin de savoir si les difficultés de réalisation de l'examen médical de chaque inculpé sont vainement aussi grandes, que

de nous adresser au médecin en chef du Dépôt de la Préfecture de Police. Le *D^r P. Garnier* nous confirma l'opinion qu'il avait émise au Congrès d'Anthropologie criminelle de Bruxelles en 1892 : « Pour ma part, j'ai la conviction que si mission était donnée à un médecin habitué au diagnostic rapide des altérations cérébrales de visiter, même avec la célérité que comporterait l'examen d'une si nombreuse clientèle, ces *fournées* de prévenus qui s'entassent tous les jours dans cet immense violon que constitue à Paris, le Dépôt de la Préfecture de Police, j'ai la conviction, dis-je, qu'il y aurait, par ce fait même, une innovation, dont le résultat serait de restreindre considérablement les chiffres de la pénible statistique exposée plus haut. Je ne crois pas que pour cela les prérogatives du magistrat se trouveraient atteintes. Une telle visite ne serait qu'*indicatrice*. Elle ne lierait et n'entraverait point le juge d'instruction pour lequel elle ne serait qu'un renseignement éveillant son attention, renseignement analogue à ceux qu'il reçoit fréquemment du directeur de la prison, avec cette différence que le renseignement émanerait cette fois d'une personnalité compétente et non d'un *laïc* dans les choses d'ordre médical.

Ainsi donc, les difficultés matérielles d'une inspection médicale des prévenus ne sont que bien minimes : nous ne pouvions pour le démontrer nous retrancher derrière une autorité plus grande que celle de M. Garnier.

Cet examen médical obligatoire que nous deman-

dons n'est pas seulement possible, il a été réalisé, il fonctionne et l'application en est faite dans l'armée belge : « On y a été au devant de tous les désirs, nous » dit M. *Hermant*, médecin principal de l'armée ; tout « prévenu d'un délit quelconque, par exemple d'un « vol de chambrée, d'une désertion, d'un acte d'in- « subordination doit, avant d'être traduit devant la « justice militaire, obtenir du médecin du corps une « déclaration d'intégrité mentale ; alors, seulement « l'auditeur militaire passe outre et instruit l'affaire . « Aujourd'hui, en Belgique, dans l'armée, il n'est « pas un prévenu qui ne passe sous les fourches de « la discussion judiciaire sans avoir reçu une at- « tation complète et détaillée déterminant dans la « mesure du possible son état mental. »

Et puisque nous devons aller prendre nos exemples en Belgique, il nous faut ajouter que dans ce pays le gouvernement a cherché à réparer les conséquences des erreurs judiciaires ; à cet effet, il a été créé un *Conseil médical d'inspection des détenus*, chargé d'examiner l'état mental des condamnés du royaume. L'idée assurément est excellente et digne des plus grands encouragements, mais nous ferons une objection : cette inspection médicale qui est pratiquée après le jugement, pourquoi ne pas la faire, avant toute action judiciaire : on éviterait ainsi les formalités et les lenteurs d'une procédure inutile, la condamnation d'un irresponsable ce qui n'est pas sans importance et enfin d'une détention, de

courte durée nous accordons, mais injuste cependant. Le législateur belge, en édictant cette mesure, a fait preuve d'une sagesse incontestable, nous voudrions voir les peuples voisins suivre son exemple mais nous espérons mieux et qu'un jour viendra où cette vérité sera reconnue, *que s'il est juste de réparer les erreurs judiciaires il est encore préférable de les prévenir.*

Comme Ahasvérus nous entendons la voix du progrès qui nous crie : « marche... marche encore... » et nous devons obéir : Esquirol et Pinel ont délivré les aliénés des carcans, des fers aux pieds, des cabanons ; à qui donc reviendra la gloire de les arracher aux condamnations imméritées et à la honte du casier judiciaire ?

CONCLUSIONS

I. — Après avoir été méconnu pendant de longs siècles, ce principe a enfin été accepté que la pénalité doit être en rapport avec le degré de responsabilité de l'agent. — La médecine mentale et l'anthropologie criminelle sont venues indiquer à la fois, les difficultés d'appréciation en pareille matière, et la nécessité pour chaque inculpé d'un examen psycho-moral.

II. — L'intervention médico-mentale réalise les garanties les meilleures pour cet examen psycho-moral. — Le magistrat et le médecin légiste ont des rôles trop dissemblables et des attributions trop tranchées, pour que le premier puisse dans ce cas particulier remplacer le second. — Le bon sens et même la perspicacité ne suffisent pas pour diagnostiquer la folie.

III. — Pour avoir rejeté cette notion la magistrature a commis de nombreuses erreurs en condamnant des irresponsables.

IV. — *Une inspection médicale de tous les inculpés doit précéder toute procédure* ; dans cette inspection, le médecin retiendra les cas qui lui sembleront devoir nécessiter une expertise. — Quelques criminologistes ont dit et beaucoup après eux ont répété de confiance, que cette inspection médicale n'est pas réalisable, en raison de difficultés matérielles : ces difficultés, nous l'avons vu, sont très surmontables. — En attendant cette organisation qui s'impose il faut, par mesure provisoire, *instituer une inspection médicale des condamnés*, analogue à celle qui fonctionne en Belgique, afin de réparer au plus tôt les erreurs judiciaires que les statistiques nous laissent entrevoir.

Vu : le Président de la thèse

BROUARDEL

Vu le Doyen,

BROUARDEL

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

BIBLIOGRAPHIE

ABADANE. — Le barreau français et la criminologie positive.

Arch. anthrop. crim., 1888, p. 113-137.

ACQUÉRIN (A.). — Contribution à l'étude médico-légale de la paralysie générale.

ALLAMAN (Camille). — Des aliénés criminels.

ANNALES médico-psychologiques. Passim.

ARCHIVES d'anthropologie criminelle. Passim.

BALL (B.). — De la responsabilité partielle des aliénés. France médic., 1886.

— Les frontières de la folie.

BALL et ROUILLARD. — Essai de législation comparée sur les aliénés.

BENEDIKT. — Vortrage zur psychophysik der Moral und des Rechtes. Biologie und kriminalistik.

— Les suggestions criminelles et la responsabilité pénale.

Actes de cong. internat. Anthropol. crim., 1892, p. 114-120.

BÉRARD. — La responsabilité morale et la loi pénale. Archiv. anthrop. crim., 1892, p. 153-178.

BÉRILLON. — Les suggestions criminelles et la responsabilité pénale. Congrès intern. anthropol. crim., 1892.

BEUDANT. — De l'indication de la loi pénale.

- BRIAND et CHAUDÉ. — Traité de médecine légale.
- BROSSIER. — Responsabilité au point de vue mental.
- BROUARDEL. — Cours de la Faculté.
- Annales d'hygiène et de médecine légale.
- CABADÉ. — Responsabilité criminelle.
- CAMUSET. — Note sur un aliéné homicide.
- Archiv. neurol., 1892, p. 157 et 370.
- CASPER. — Précis de médecine légale.
- CHAMBARD. — La zone mitoyenne médico-judiciaire. Journal méd. Bordeaux, 1890-1891, p. 231-244.
- CHARCOT. — Maladies nerveuses. Œuvres.
- CHRISTIAN. — Les irresponsables devant la justice. Ann. hyg., 1889, p. 248-254.
- CORRE (A.). — Les criminels : caractères physiques et psychologiques.
- COUTAGNE (H.). — La folie au point de vue judiciaire et administratif.
- CULLERRE. — Les frontières de la folie.
- DAGONET (H.). — L'expertise médico-légale en matière d'aliénation mentale. Journal de méd. de Paris, 1894, p. 187-203.
- Aliénation mentale méconnue ; soupçon de simulation. Annal. med. psych., 1889, p. 405-418.
- DALLOZ. — Recueil de jurisprudence.
- DE BŒCK et OTLET (P.). — Les prisons-asiles et les réformes pénales qu'elles entraînent. Congrès anthrop. crim., 1882, p. 127-139.
- DORTEL. — Anthropologie criminelle et responsabilité médicale.
- DUBUISSON. — Cours de la Faculté de droit.
- DUMONT (d'Angers). — Physiologie de la médecine légale.
- ESQUIROL. — Traité des maladies mentales.

- FÉRÉ (Ch.). — Dégénérescence et criminalité.
- FOUILLÉE. — Liberté et Déterminisme.
- FRIOT. — Etude clinique sur les aliénés dangereux dits criminels.
- FROMENT. — Etude sur la simulation des maladies mentales. Gaz. méd. Picardie, 1890, pp. 137, 149, 169.
- GARNIER. — De la nécessité de considérer l'examen psychomoral de certains prévenus ou inculpés comme un devoir de l'instruction. Congrès anthrop. crim., 1892, p. 163-167.
- Rapport médico-légal sur un exhibitionniste. Annal. méd. psych., 1894, p. 97-103.
- GAROFALO. — La criminologie.
- GEFFROY (Sylvain). — Revue critique des divers critères qui ont été proposés pour la détermination de la responsabilité en matière criminelle.
- GODDYN. — Les prisons-asiles et les réformes pénales qu'elles entraînent. Congrès anthropologie criminelle, 1892.
- GUILLLOT et DEMANGE. — Des moyens les plus propres à garantir dans les expertises médico-légales les intérêts de la société et des inculpés. Gaz. des Hôpitaux, 1889, p. 989-997.
- KUHN. — Ueber die Geistes Krankheiten der Corrigenden Archiv. für Psychiatrie, XXII, p. 2 et 3.
- LACASSAGNE. — Les médecins experts devant les tribunaux. Arch. anthropol. crim., 1894, p. 90-101.
- LAMBERT. — Les aliénés au point de vue juridique.
- LASÈGUE. — Etudes médicales.
- LE BERQUIER. — Préface des plaidoiries et discours de Paillet.
- LECHOPIE et FLOQUET. — Nouvelle législation médicale.
- LEGRAIN. — La médecine légale du dégénéré.

- LEGRAND DU SAULE. — Médecine légale.
- LEGROUX. — Actes commis par les épileptiques.
- LEREBOULLET. — Magistrats et médecins. *Gaz. hebdom. de méd.* Paris, 1894, p. 477-480.
- LÉTOURNEAU. — L'évolution juridique.
- LETULLE. — Voleureuses honnêtes; ébauche médico-légale. *Gaz. méd. de Paris*, 1887, p. 469-471.
- LOMBROSO. — L'homme criminel.
- Anthropologie criminelle.
 - Note sur l'épilepsie criminelle. *Archiv. Anthropol. crim.*, 1887, p. 432-438.
- MABILLE (H.). — Quelques faits médico-légaux. *Archiv. neurologie*, 1889, 1-5.
- MAC-DONALD. — Le criminel type.
- MAIRET. — Aliénés simulateurs. *Bullet. méd.*, 1892, p. 229-232.
- MARANDON DE MONTYEL (E.). — De la dissimulation en aliénation mentale et de son importance médico-légale. *Ann. hyg.*, 1889, p. 526-546.
- Les aliénés dits criminels. *Ann. méd. psych.*, 1891 p. 434-450.
- MAUDSLEY. — Crime et folie.
- MONOD (H.). — Communication au Congrès de Clermont-Ferrand sur les aliénés recueillis après condamnation.
- MOTET. — Broadmor.
- Les aliénés criminels.
 - Annales hygiène et médecine légale.
 - Les frontières de la folie (Encéphale).
- NORDAU (Max.). — Dégénérescence.
- NORTON-MANNING. — Folie dans ses rapports avec la loi. *American journal of insanity* 1893. *Archives de neurologie*, 1894, p. 11.

- PACTET. — Aliénés méconnus et condamnés par les tribunaux.
- PARANT (V.). — La faiblesse d'esprit dans ses rapports avec la responsabilité des actes. *Encéphale* 1885, p. 535-548.
- PROAL (Louis). — Le crime et la peine.
- REGNAULT (Elias). — Du degré de compétence des médecins dans les questions judiciaires relatives à l'aliénation mentale.
- RIANT (A.). — Les irresponsables devant la justice.
- ROSKAM. — Du choix des experts en médecine légale. *Annal. Soc. méd. chirurg. Liège* 1894, p. 317-324.
- ROUSSEL (Théophile). — Condamnés aliénés et aliénés criminels. *Rapports de l'Académie des Sciences morales.*
- SEMAL. — Discussion sur la responsabilité morale et pénale devant l'expertise médicale. *Bull. soc. med. Belg.*, 1891 p. 288-300.
- Des prisons asiles.
- Des aliénés criminels.
- SOREL (G.). — La psychologie de juge. *Archiv. di psichiatria.* Torino 1894, p. 29-54.
- TAMBURINI. — Observation sur 36 aliénés condamnés comme semi-responsables. *Act. congr. anthrop. crim.*, 1885 p. 435-439.
- TARDE (G.). *Positivisme et pénalité.* *Arch. anthrop. crim.* 1887 p. 32-51.
- Philosophie pénale.
- Revue philosophique.
- THIERRY. — De la responsabilité atténuée.
- VALLON. — De la responsabilité des épileptiques. *Annal. hyg.*, 1893, p. 465-477.
- VENTURI. — Simulation chez les aliénés et les épileptiques. *Act. Congrès anthrop. crim.* 1885, p. 290-294.

VÉTAULT (Victor). — Des conditions de la responsabilité au point de vue pénal chez les alcoolisés.

VILLENEUVE. — De l'expertise médico-légale. Union méd. Canada 1893, p. 337-340.

VINGTRINIER. — Des aliénés dans les prisons et devant la justice.

VOISIN (Aug.). — Les suggestions criminelles et la responsabilité pénale. Act. congrès. anthropol. crim., 1892, p. 3-13.

YVERNES. — Le crime et le criminel devant le jury. J. soc. statistiq., 1894, p. 325-345.

TABLE DES MATIÈRES.

AVANT-PROPOS.....	I
INTRODUCTION.....	III
CHAPITRE I. — Evolution de l'idée de responsabilité.....	1
CHAPITRE II. — De l'expertise médicale.....	11
CHAPITRE III. — Les aliénés méconnus.....	20
Observations.....	31
Aliénés persécutés.....	31
Paralytiques généraux.....	33
Attentats à la pudeur; aberration sexuelle.....	41
Débilité mentale.....	44
Enquête de M. Monod (observations).....	49
CHAPITRE IV. — Inspection médicale des inculpés.....	58
CONCLUSIONS.....	67
BIBLIOGRAPHIE.....	69

